

La mondialisation capitaliste dans une perspective historique (du 15^e au 21^e s.)

Le blocage du développement du Tiers Monde: éléments d'explication et pistes de solution
(version préliminaire)

Eric Toussaint

Sommaire :

- | | |
|---|--------------|
| 1. Partie historique (15^e au 21^e siècle) | p. 1 |
| 2. Les idées de la Banque en matière de développement | p. 9 |
| 3. Etude de Cas. Corée du Sud : le miracle démasqué | p. 16 |
| 4. Conclusions générales | p. 31 |

1. Partie historique¹

Entre le XVI^e et la fin du XIX^e siècle se constitue progressivement une économie mondiale hiérarchisée (« économie-monde » selon la formule de Fernand Braudel) où les différentes parties de la planète sont mises en relation de manière brutale par la vague d'expansion de l'Europe occidentale. Ce processus a non seulement impliqué le pillage de peuples entiers par les puissances coloniales d'Europe mais il a aussi entraîné la destruction progressive de civilisations avancées qui sans cela auraient pu suivre leur propre évolution dans un cadre pluriel sans nécessairement passer par le capitalisme.

La comparaison entre l'évolution de la population d'Europe (y compris la Russie) et celle des Amériques entre 1450 et 1800 est très instructive :

<i>En millions d'individus</i>	1450	1680	1800
Europe	55	100	187
Les Amériques	60 à 80	10	25 (*)

(*) dont une proportion importante d'esclaves et de colons européens

Calculs de l'auteur sur la base de F. Braudel, 1979

Selon Angus Maddison¹, la rencontre de l'Europe et des Amériques constitue un exemple frappant de pillage et de génocide : « *L'existence même de ce continent a été ignorée des Européens jusqu'en 1492, date du voyage de Christophe Colomb. Sa découverte a permis d'exploiter des zones immenses, très faiblement peuplées pour la plupart. Le Mexique et le Pérou étaient les pays les plus développés et les plus densément peuplés, mais leur conquête a été rapide et les trois quarts de la population ont été décimés par les maladies introduites par inadvertance par les Européens. Le nouveau continent pratiquait des cultures inconnues ailleurs, comme le maïs, les pommes de terre, les patates douces, le manioc, les piments, les tomates, les arachides, les ananas, le cacao et le tabac. Toutes furent introduites en Europe, en Afrique et en Asie, ce qui permit de consolider le potentiel productif de ces régions et leur capacité à soutenir la croissance de la population.* »

¹ Cette partie trouve largement sa source dans le livre d'Angus MADDISON, *L'économie mondiale : une perspective millénaire*, Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Paris, 2001. Si rien n'est précisé, les citations en sont issues.

Plus loin, il ajoute : « *Les Amériques exercèrent, au début tout du moins, une forte attraction à cause de leurs importantes ressources en argent (au Mexique et au Pérou) et du développement de l'agriculture de plantation, à l'aide d'une main-d'oeuvre servile importée d'Afrique. Les économies néo-européennes de l'Amérique du Nord et le cône Sud de l'Amérique latine ne se développèrent qu'ultérieurement. [...] Le potentiel global du Nouveau Monde ne commença véritablement à se concrétiser qu'avec l'immigration européenne massive du XIXe siècle et le déplacement vers l'Ouest des frontières de production, grâce au chemin de fer.* »

Les Portugais et la Traite des Noirs

« *Les Portugais eux-mêmes avaient connu l'esclavage, et à peu près 10% de la population de Lisbonne étaient des berbères ou des esclaves noirs. Les esclaves travaillaient aussi dans les plantations de canne à sucre et les raffineries de Madère et de São Tomé. Le commerce portugais des esclaves commença à se développer vraiment aux alentours de 1445, peu après la découverte des îles du Cap-Vert (au large du Sénégal) par les navigateurs portugais. Entre 1450 et 1600, environ 175 000 esclaves quittèrent ainsi l'Afrique pour le Portugal et ses îles de l'Atlantique. Plus tard, avec le développement de la traite des Noirs, le Portugal participa plus directement à la capture des esclaves en Angola, au Sud du continent. La couronne organisa la Casa de Escravos à Lisbonne dans les années 1480. Ce commerce était extrêmement rentable et connut un essor spectaculaire à la fin du XVIe et au XVIIe siècles, lorsque le Portugal entreprit d'expédier des esclaves au Brésil, contrôlant la quasi-totalité des cargaisons à destination de l'Amérique latine – qui nécessitaient l'obtention d'un permis de commerce d'esclaves (asiento) vendu par le gouvernement espagnol. Le commerce des esclaves fut légitimé par le pape en 1455 dans sa bulle Romanus Pontifex, qui l'analysait comme une activité missionnaire.* »

C'est ainsi qu'entre 1500 et 1870, 9,4 millions d'esclaves partirent pour les Amériques, dont 4,5 millions environ fournis par le Portugal.

Cargaisons d'esclaves du Portugal et de ses concurrents à travers l'Atlantique, 1701–1800 (en milliers)

Angleterre : 2 532	Amérique du Nord : 194	
Portugal : 1 796	Danemark : 74	
France : 1 180	Autres pays : 5	
Pays-Bas : 351		Total : 6 132

Source : Lovejoy (1982), p. 483 in Angus Maddison, *op. cit.*

Les pays qui se sont le plus développés étaient-ils les plus civilisés?

Donnons la parole encore une fois à Angus Maddison. Lors du Deuxième voyage intercontinental de Vasco de Gama (1502), qui le mena de Lisbonne en Inde (Kerala) en passant par Le Cap de Bonne Espérance et l'Afrique de l'Est, la flotte comptait 20 navires. « *Quinze bateaux devaient effectuer le voyage de retour et cinq (sous le commandement de l'oncle de Gama) devaient rester derrière pour protéger les bases portugaises en Inde et bloquer les bateaux quittant l'Inde pour la mer Rouge. Gama doubla le Cap en juin et fit escale à Sofala pour acheter de l'or. A Kilwa, il contraignit le souverain local à accepter de payer un tribut annuel de perles et d'or et il cingla vers l'Inde. Il attendit au large de Cannanora les navires au retour de la mer Rouge. Il s'empara d'un bateau qui rentrait de la Mecque avec des pèlerins et une cargaison de valeur. Une partie de la cargaison fut saisie et le bateau incendié avec la plupart de ses passagers et de son équipage (Subrahmanyam, 1997, pp. 205–09).*

Il fit ensuite relâche à Cannanora, où il échangea des présents (il offrit de l'or et reçut des pierres précieuses) avec le souverain local, mais il ne fit pas d'affaires car il jugea le prix des épices trop élevé. Il fit voile vers Cochin, arrêta ses navires en face de Calicut et demanda que le souverain expulse toute la communauté des négociants musulmans (4 000 ménages), qui utilisaient le port comme base pour commercer avec la mer Rouge.

Le Samudri, souverain local hindou, refusa et Gama bombardra la ville comme l'avait fait Cabral. Il s'embarqua pour Cochin au début de novembre, où il acheta des épices en échange de l'argent, du cuivre et des textiles qu'il avait pris dans le navire qu'il avait coulé. Un comptoir permanent fut établi à Cochin et cinq navires y furent laissés pour protéger les intérêts portugais. »

L'Europe versus la Chine

« Jusqu'au *XVe* siècle, les différents progrès réalisés en Europe dépendaient des transferts de technologie depuis l'Asie et le monde arabe. Entre 1405 et 1453, la supériorité des Chinois dans la construction navale fut largement attestée par sept expéditions vers les « océans de l'Ouest ». Les navires chinois étaient bien plus gros que ceux des Portugais, ils tenaient mieux la mer et ils étaient plus confortables, équipés de compartiments étanches, de cabines en plus grand nombre et capables de couvrir de longues distances jusqu'en Afrique. Après cette période, la Chine tourna le dos à l'économie mondiale et sa technologie maritime sombra peu à peu. »

Les expéditions maritimes chinoises au 15e siècle

Entre 1405 et 1433, sept expéditions s'avancèrent donc profondément dans les « océans de l'Ouest ». Sous le règne de l'empereur Yongle, la marine Ming « comptait approximativement 3 800 navires au total, dont 1 350 patrouilleurs et 1 350 navires de combat rattachés aux postes de garde ou aux bases insulaires, une flotte principale de 400 gros navires de guerre stationnés près de Nankin et 400 navires de charge pour le transport des céréales. Il y avait en outre plus de 250 navires-trésor à grand rayon d'action » (Needham, 1971, p. 484). « Ils étaient cinq fois plus gros que n'importe lequel des navires de Gama, avec 120 mètres de long et près de 50 mètres de large. (...) Les gros navires avaient au moins 15 compartiments étanches, de sorte qu'un bâtiment endommagé ne coulait pas et pouvait être réparé en mer. (...) Les intentions étaient pacifiques, mais la force militaire était suffisamment imposante pour parer efficacement aux attaques, ce qui ne se produisit qu'à trois occasions. La première expédition avait pour destination les Indes et leurs épices. Les autres avaient pour mission d'explorer la côte orientale de l'Afrique, la mer Rouge et le golfe Persique. Le but premier de ces voyages était d'établir de bonnes relations en offrant des cadeaux et en escortant des ambassadeurs ou des souverains qui se rendaient en Chine ou en partaient. Aucune tentative ne fut faite pour établir des bases à des fins commerciales ou militaires. Les Chinois recherchaient de nouvelles plantes pour les besoins de la médecine, et l'une des missions avait emmené avec elle 180 membres de la profession médicale. »

Angus Maddison ne nie pas l'extermination des populations

En Amérique latine, « les civilisations agraires relativement densément peuplées du Mexique et du Pérou ont été rapidement détruites par la conquête espagnole du *XVIe* siècle, principalement à cause de l'introduction involontaire des maladies européennes (variole, rougeole, grippe et typhus). Peu après, le trafic d'esclaves a introduit la fièvre jaune et le paludisme, avec des conséquences dévastatrices pour les populations autochtones. Au moins trois quarts des indigènes ont péri. »

« Dans la région des Etats-Unis et du Canada, la colonisation européenne a commencé au *XVIIe* siècle, puis a connu une expansion rapide au *XVIIIe* siècle, époque marquée aussi par une arrivée massive d'esclaves. Les populations indigènes ont été exterminées ou repoussées hors des zones d'implantation des colons européens. En 1700, les trois quarts de la population étaient des indigènes ; en 1820, leur proportion n'était plus que de 3 pour cent. »

« Les contacts occidentaux avec l'Australie et les autres îles du Pacifique se sont produits à la fin du *XVIIIe* siècle. L'effet des maladies sur la mortalité a été similaire à celui enregistré dans les Amériques, et la politique d'extermination systématique de la population indigène a été plus marquée que dans l'Amérique espagnole » (Butlin, 1983 et 1993).

Le but d'Angus Maddison est démontrer que l'Europe occidentale ne doit pas seulement sa suprématie après le *XVIe* siècle au recours à la force. Pour cela, il essaie de démontrer que l'Europe occidentale avait rattrapé les pays les plus avancés d'Asie à la fin du 15e siècle avant de se lancer à la conquête militaire du reste du monde : « Nous avons conclu que le revenu par habitant de l'Europe occidentale avait pratiquement doublé entre 1000 et 1500, contre une progression d'environ un tiers en Chine et une amélioration moins importante dans les autres pays d'Asie, et qu'il avait quelque peu diminué en Afrique. Il paraît clair que les niveaux de revenu et de productivité en Europe occidentale étaient plus élevés que ceux de l'Asie et de l'Afrique à la fin de la période, alors qu'ils avaient été plus faibles en l'an 1000. »

Pour d'autres auteurs, l'Europe occidentale ne conquiert un avantage décisif qu'après le *XVIe* siècle en ayant recours à différents mécanismes d'accumulation tels que ceux énoncés par Karl Marx² : « La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage

² Karl MARX, 1867, Livre 1 du *Capital*, chapitre 31, édition de La Pléiade, Paris.

aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore. » Toujours selon K. Marx, « les différentes méthodes d'accumulation primitive que l'ère capitaliste fait éclore se partagent d'abord, par ordre plus ou moins chronologique, entre le Portugal, l'Espagne, la Hollande, la France et l'Angleterre, jusqu'à ce que celle-ci les combine toutes, au dernier tiers du XVIIe siècle, dans un ensemble systématique, embrassant à la fois le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste. »

Ces différentes sources d'accumulation primitive s'ajoutent, en Europe, à la dépossession progressive des producteurs de leurs moyens de production permettant que soit mise à disposition du capital industriel une masse de main d'œuvre transformée en salariat produisant la plus-value.

Au XXe siècle, plusieurs historiens et économistes ont comparé le développement économique des pays devenus les plus industrialisés à celui des pays devenus sous-développés. Citons parmi eux, Paul Bairoch, Fernand Braudel, Ernest Mandel, André Gunder Frank.

PNB Produit National Brut	Total (milliards de dollars)		Par habitant (dollars)	
	Tiers Monde	Pays développés	Tiers Monde	Pays développés
1750	112	35	188	182
1800	137	47	188	198
1830	150	67	183	237
1860	159	118	174	324
1900	184	297	175	540
1913	217	430	192	662
1928	252	568	194	782
1938	293	678	202	856
1953	338	889	214	1180
1973	810	2450	340	2540
1980	1280	3400	390	2920
1990	1730	4350	430	3490

Tableau dressé par P. Bairoch. 1993. *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, La Découverte, Paris, 1999, p. 134.

Ce tableau montre que le produit national brut des pays aujourd'hui les plus industrialisés ne dépasse celui des pays qui ont constitué par la suite le Tiers Monde que dans la deuxième moitié du XIXe siècle. Le produit national brut par habitant était grosso modo équivalent en 1800, que l'on vive au Nord ou au Sud. Moins de deux siècles plus tard, la différence était de 1 à 8 en faveur du « Nord ».

Angus Maddison attaque Bairoch quand il écrit : « Bairoch a toujours soutenu que le tiers monde avait été appauvri par les pays riches (Bairoch, 1967), et il a en fait fabriqué de toute pièce des arguments pour étayer cette hypothèse. Bien que l'affirmation de Bairoch ne repose sur aucune base solide, son discours a été entendu. Braudel (1985, vol. 3, pp. 533-54) reconnaît 'l'immense service que Paul Bairoch a rendu aux historiens' et estime 'qu'il est pratiquement hors de doute que l'Europe était moins riche que les mondes qu'elle exploitait, même après la chute de Napoléon'. Citant Bairoch, André Gunder Frank (1998, pp. 171 et 284) estime que 'vers 1800, l'Europe et les États-Unis, après avoir été longtemps à la traîne, ont tout d'un coup rattrapé leur retard et dépassé l'Asie au plan économique comme au plan politique' ».

Maddison abat ses cartes en lançant : « Si Bairoch a raison, une grande partie du retard du tiers monde doit être attribuée à l'exploitation coloniale, et une bonne partie de l'avantage de l'Europe ne peut plus s'expliquer par son avance scientifique, des siècles de lente accumulation et la solidité de son organisation

et de ses finances ». Dès lors, on comprend mieux les motivations de Maddison, elles n'ont aucun caractère scientifique.

En fait, entre le XVIe et la fin du XIXe siècle se constitue progressivement une économie mondiale hiérarchisée (« économie-monde » selon la formule de Fernand Braudel) où les différentes parties de la planète sont mises en relation de manière brutale par la vague d'expansion de l'Europe occidentale. Ce processus a non seulement impliqué le pillage de peuples entiers par les puissances coloniales d'Europe mais il a aussi entraîné la destruction progressive de civilisations avancées qui sans cela auraient pu suivre leur propre évolution dans un cadre pluriel sans nécessairement passer par le capitalisme. Les civilisations inca, aztèque³, indienne (Inde), africaines, ont été totalement ou partiellement détruites.

Ne perdons pas de vue ce qui s'est passé en Europe occidentale entre le XII et le XIX siècles : de profondes transformations au niveau des classes sociales avec la naissance du prolétariat et le renforcement de la bourgeoisie. Pour expliquer la suprématie de l'Europe, les partisans du capitalisme occidental affirment que les découvertes scientifiques et les améliorations techniques ont été décisives. Braudel démontre que plusieurs grandes découvertes et améliorations techniques existaient bien avant qu'elles ne soient concrètement utilisées.

La concurrence des textiles indiens a joué un rôle très important. Celle-ci était telle que le gouvernement anglais a interdit l'entrée des cotons indiens en Grande-Bretagne, sauf pour leur réexportation. « *Dans ces conditions, c'est peut-être moins la pression de la demande anglaise que la concurrence des bas prix indiens, comme l'avance K. N. Chaudhuri, qui a aiguillonné l'invention anglaise, d'ailleurs significativement dans le domaine du coton, non pas dans l'industrie nationale de grande consommation et de forte demande qu'étaient la laine et même le lin. La mécanisation ne touchera la laine que beaucoup plus tard* ». (p. 713) Le coton fut travaillé en Europe dès le XIIe siècle. Au XVIIe siècle arrivent d'Inde de superbes cotonnades imprimées de beaux coloris alors que la qualité de la production européenne était médiocre. (p. 718) « *La révolution du coton, en Angleterre puis, très vite, à l'échelle européenne, fut en fait une imitation d'abord, puis une revanche, le rattrapage de l'industrie indienne puis son dépassement* » (p. 718). Il s'agissait de faire aussi bien et moins cher. « *Moins cher, ce n'était possible qu'avec la machine, seule capable de concurrencer l'artisan indien* ». (p. 718)

La suprématie anglaise au 19e siècle

C'est la combinaison de facteurs internes et externes qui a permis l'essor gigantesque de l'Angleterre fin du XVIIIe et au XIXe siècle et sa révolution industrielle. Le facteur externe est fondamental car, sans son empire commercial et territorial, l'Angleterre n'aurait pas été capable d'atteindre la suprématie mondiale. L'Espagne et le Portugal des XVI et XVIIe siècles ne remplissaient pas ces conditions au niveau interne, non plus au niveau externe : l'Amérique latine n'est pas comparable à la puissance de l'Inde. La Hollande remplissait les conditions mais la Grande-Bretagne l'a défaits à la fin de du XVIIIe siècle. La France devait encore faire sa révolution. L'Allemagne était loin derrière car totalement divisée et sans aucune possessions outre-mer. L'Italie n'était pas non plus unifiée (la Belgique n'existait pas, n'en parlons pas).

Outre le pillage, la conquête territoriale et la surexploitation des peuples conquis, d'autres mécanismes de transferts de richesses de la Périphérie vers le Centre ont joué un rôle important :

- **l'échange inégal** : « *Les capitaux placés dans le commerce extérieur peuvent procurer un taux de profit plus élevé, parce qu'ils concurrencent des marchandises que les autres pays ne produisent pas avec les mêmes facilités, en sorte que le pays le plus avancé vend ses marchandises au-dessus de leur valeur, bien que meilleur marché que les pays concurrents. (...) La même situation peut se présenter à l'égard d'un pays dont on importe et vers lequel on exporte des marchandises. Ce pays peut fournir en nature plus de travail matérialisé qu'il n'en reçoit et recevoir cependant les marchandises à meilleur compte qu'il ne pourrait les produire lui-même⁴* ».

- **le libre échange** imposé aux faibles combiné au protectionnisme des pays riches : « *Il ne fait aucun doute*

³ Galeano, 1970

⁴ Karl MARX, Livre III, p. 1021.

que le libéralisme économique imposé au Tiers Monde au 19^e siècle est un des principaux éléments d'explication du retard pris par le processus d'industrialisation⁵. »

- **la dette publique** : « Le système de crédit public, c'est-à-dire des dettes publiques, dont Venise et Gênes avaient, au Moyen Age, posé les premiers jalons, envahit l'Europe définitivement pendant l'époque manufacturière. (...) La dette publique, en d'autres termes, l'aliénation de l'Etat, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. (...) La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. (...) Avec les dettes publiques naquit un système de crédit international qui cache souvent une des sources de l'accumulation primitive chez tel ou tel peuple⁶. »

L'exemple de l'Égypte au XIX^e siècle

L'Égypte, bien qu'encore sous tutelle ottomane, entame au cours de la première moitié du XIX^e siècle un vaste effort de modernisation. George Corm résume l'enjeu de la manière suivante : « C'est évidemment en Égypte que Mohammed Ali fera l'œuvre la plus marquante en créant des manufactures d'Etat, jetant ainsi les bases d'un capitalisme d'Etat qui ne manque pas de rappeler l'expérience japonaise du Meiji⁷ ». Cet effort d'industrialisation de l'Égypte s'accomplit tout au long de la première moitié du XIX^e siècle sans recours à l'endettement extérieur ; ce sont les ressources internes qui sont mobilisées. A partir de la seconde moitié du siècle, l'Égypte adopte sous la pression de la Grande-Bretagne le libre-échange et démantèle des monopoles d'Etat.

C'est, d'après George Corm, le début de la fin. L'ère des dettes égyptiennes commence (1854) : la modernisation de l'Égypte sera abandonnée aux puissances occidentales, aux banquiers européens et aux entrepreneurs peu scrupuleux. Vingt-cinq ans plus tard (vers 1880), la souveraineté égyptienne est aliénée et en 1882, l'Égypte est occupée par l'Angleterre. Entre-temps, la crise de la dette a frappé l'Égypte comme de nombreuses nations endettées aux quatre coins de la planète. En 1876, année où l'Égypte entre en état de cessation de paiements, la dette égyptienne atteignait 68,5 millions de livres sterling (contre 3 millions en 1863). Les dettes extérieures avaient été multipliées par 23 alors que les revenus augmentaient de 5 fois seulement. Le service de la dette absorbait deux tiers des revenus de l'Etat et 50% des revenus d'exportation.

A la suite de la cessation de paiement de 1876, les créanciers imposèrent une commission de la dette publique qui exerça de fait une tutelle étrangère sur l'économie et les finances égyptiennes. En 1882, la Grande Bretagne prenait le contrôle du pays. Rosa Luxembourg conclut : « L'économie égyptienne a été engloutie dans une très large mesure par le capital européen. D'immenses étendues de terres, des forces de travail considérables et une masse de produits transférés à l'Etat sous forme d'impôts ont été finalement transformés en capital européen et accumulés⁸. »

L'utilisation de la dette extérieure comme arme de domination

L'utilisation de la dette extérieure comme arme de domination a joué un rôle fondamental dans la politique des principales puissances capitalistes à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle à l'égard de quelques puissances de second ordre qui auraient pu prétendre accéder au rôle de puissances capitalistes. L'empire russe, l'empire ottoman et la Chine ont fait appel aux capitaux internationaux pour accentuer leur développement capitaliste. Ces Etats se sont fortement endettés sous forme d'émission de bons publics d'emprunt sur les marchés financiers des principales puissances industrielles.

Dans le cas de l'empire ottoman, de l'Égypte, de la Chine, de l'Argentine, les difficultés rencontrées pour rembourser les dettes contractées les ont mis progressivement sous tutelle étrangère. Des caisses de la dette sont créées, gérées par des fonctionnaires européens. Ces derniers ont la haute main sur les ressources de l'Etat afin que celui-ci remplisse ses engagements internationaux. La perte de leur souveraineté financière

⁵ Paul BAIROCH, p. 79

⁶ Karl MARX, Livre 1 du Capital

⁷ Georges CORM. 1982. « L'endettement des pays en voie de développement : origine et mécanisme » in SANCHEZ ARNAU, J.-C. coord. 1982. *Dette et développement (mécanismes et conséquences de l'endettement du Tiers-monde)*, éditions PUBLISUD, Paris, p.39.

⁸ Luxembourg, Rosa. 1913, Vol. II, p. 104.

conduit l'empire ottoman, la Chine et l'Argentine à négocier le remboursement de leurs dettes contre des concessions d'installations portuaires, des lignes de chemin de fer ou des enclaves commerciales.

La phase impérialiste

Fin du XIXe - début du XXe siècle, trois pôles se hissent à la tête des nations de ce monde : le vieux continent européen avec à sa tête la Grande-Bretagne ; les Etats-Unis (ex-colonies britanniques jusqu'à la fin du XVIIIe siècle) ; le Japon. Ils forment le « Centre » par opposition à la « Périphérie » qu'ils dominent. A l'époque impérialiste, le développement de la Périphérie est déterminé par l'exportation de capitaux des pays impérialistes vers les pays de la périphérie (colonies ou pays indépendants). Cette exportation de capitaux vise à créer des entreprises répondant aux intérêts de la bourgeoisie des métropoles impérialistes.

Ce qui produit le « sous-développement »

Ce qui produit le « sous-développement », c'est un ensemble complexe de conditions économiques et sociales qui, bien qu'elles favorisent l'accumulation du capital-argent, rendent néanmoins, aux yeux des acteurs locaux, l'accumulation du capital industriel moins rentable et plus incertaine que d'autres champs d'investissement ou que la collaboration avec l'impérialisme dans la reproduction élargie de son propre capital.

Il existe en effet des sphères d'investissement de capitaux qui rapportent plus et à moindres risques que l'investissement industriel : la spéculation foncière, l'import-export, la spéculation immobilière, le prêt-sur-gages, le placement des capitaux à l'étranger, le placement des capitaux en titres de la dette publique interne, le tourisme, la production et le commerce de drogues, le marché noir...

Il ne s'agit pas donc pas de la disposition plus ou moins grande à l'esprit d'entreprise mais du contexte socio-économique d'ensemble.

La domination de ce capital étranger conduit à ce que le développement économique du pays de la Périphérie soit un complément du développement économique du pays du Centre.

C'est à la fois la domination de certaines classes qui ont des intérêts contraires au développement national et la domination des pays les plus industrialisés sur l'ensemble de l'économie mondiale

En conclusion, dans une société dominée par des classes sociales dont la puissance est fonction de la propriété privée des moyens de production et de l'accumulation de fortunes privées, l'industrialisation n'est possible que lorsque la situation socio-économique dans son ensemble crée pour ces classes un intérêt majeur à entreprendre le développement industriel. Il faut aussi que l'environnement international le permette.

Des obstacles au développement liés à l'échange inégal : le rôle de la loi de la valeur

Dans la phase présente de la mondialisation du capital qui vise notamment à améliorer la mobilité internationale du capital, subsistent des différences de productivité et d'intensité de travail entre les pays, entre les grands ensembles économiques, subsistent des différences de taux de profit, subsistent des valeurs différentes pour une même marchandise dans différentes nations.

Le travail de la nation qui possède la productivité du travail la plus élevée sera valorisé plus fortement, c'est-à-dire que le produit d'une journée de travail de cette nation sera échangé contre le produit de plus d'une journée de travail d'une nation moins industrialisée. L'échange inégal mis en exergue par Karl Marx subsiste dans la phase actuelle de la mondialisation.

Lors de l'exportation de marchandises d'un pays à plus forte productivité vers un pays à plus faible productivité, les exportateurs réalisent en principe un surprofit (bien qu'ils vendent leur produit en dessous du prix des produits équivalents réalisés dans le pays à plus faible productivité. Le maïs des Etats-Unis est vendu au Mexique à un prix inférieur au maïs produit par le Mexique tout en rapportant un surprofit aux exportateurs des Etats-Unis).

Si un pays dont la productivité est inférieure à la moyenne mondiale, produit des marchandises exclusivement pour l'exportation, la valeur de ces marchandises ne sera pas déterminée réellement par le travail fourni mais par une moyenne hypothétique. En ce cas, le pays subit une perte de valeur par l'exportation, c'est-à-dire qu'il récupère en échange des quantités de travail fournies pour cette exportation, l'équivalent d'une quantité de travail plus faible. Par rapport aux pays plus développés avec

lesquels il effectue cet échange, il s'appauvrit relativement (c'est le cas du Mali exportateur de coton ou du Bangladesh exportateur de textiles).

La loi de valeur, à cause de la diversité des valeurs des marchandises et de la productivité des pays intégrés au marché mondial capitaliste, contraint les pays moins développés à une spécialisation défavorable pour eux sur le marché mondial. S'ils tentent malgré tout de s'engager dans la production de marchandises industrielles avancées, ils sont condamnés à les vendre à perte sur le marché intérieur, car la différence entre leurs coûts de fabrication et ceux des nations industrialisées dépasse la différence entre la valeur sur le marché national (qui est en partie déterminée par les importations) et celle sur le marché des pays exportateurs. Ce n'est qu'en protégeant (par des barrières douanières tarifaires et non tarifaires) et en aidant les producteurs nationaux qu'un pays peut affronter le problème soulevé plus haut. C'est ce qu'on fait ou font encore la Corée du Sud, Taïwan ou la Chine.

Des blocages du développement dus aux facteurs sociaux en présence

Pour comprendre les freins au développement, il faut également prendre en compte la structure sociale des sociétés de la Périphérie et en faire une analyse précise tenant compte de la spécificité de chaque pays ou de blocs de pays.

Par exemple, il y a un monde de différence entre deux grandes composantes de la Périphérie : l'Amérique latine et l'Afrique. La première est formellement indépendante depuis le XIXe siècle alors que la seconde n'a véritablement commencé à être colonisée qu'à la fin de celui-ci. La première a connu un début précoce d'industrialisation suivant de près les débuts de la révolution industrielle en Europe. L'industrialisation, quand elle existe dans certains pays d'Afrique subsaharienne, remonte à la deuxième moitié du XXe siècle. Les bourgeoisies latino-américaines ont une longue histoire derrière elle. Les bourgeoisies africaines sont toujours en voie de consolidation dans un certain nombre de pays. Elles sont quelquefois le produit récent des appareils d'Etat issus de l'indépendance des années 1950-1960. Les différences, pour ne prendre que ces deux continents, sont donc manifestes. Et pourtant ils ont en commun (avec la majeure partie de l'Asie) de faire partie de la Périphérie.

Le blocage du développement ne provient pas simplement des relations de subordination de la Périphérie par rapport au Centre, il relève de la structure de classe des pays de la Périphérie et de l'incapacité des bourgeoisies locales à lancer un processus cumulatif de croissance impliquant le développement du marché intérieur.

On comprend dès lors la portée stratégique que revêt la vague néo-libérale qui a commencé au dernier tiers du XXe siècle : les possibilités d'un développement autonome de l'écrasante majorité des pays du Sud et de l'ancien camp dit socialiste sont encore plus réduites que dans la période historique qui a précédé, dans la mesure où les économies de ces pays sont plus que jamais submergées par la compétition des marchandises et du capital des pays du Centre.

La cure drastique d'amaigrissement (voire le démantèlement pur et simple) imposée à l'Etat de la Périphérie a pour objectif de supprimer les barrières à l'expansion et aux mouvements du capital contrôlés par les pays du Centre. L'objectif poursuivi par les classes dominantes du Nord avec la complicité des gouvernants du Sud et de l'Est, est clair. Cela ne signifie pas que certains gouvernements de la Périphérie ne tentent pas certaines manœuvres visant à maintenir un certain contrôle sur des leviers stratégiques de « leur » économie ou que, plus fondamentalement, les opprimés ne fassent pas preuve d'une capacité de résistance pouvant déboucher sur un autre schéma : celui d'un développement socialement équitable et écologiquement soutenable.

Partie 2. Les idées de la Banque en matière de développement

La Banque mondiale prétend que pour progresser, les PED⁹ doivent recourir à l'endettement extérieur et attirer des investissements étrangers. Cet endettement sert principalement à acheter des

⁹ Le vocabulaire pour désigner les pays auxquels la BM destinait ses prêts de développement a évolué au fil des années : au départ on a employé le terme « régions arriérées », puis on est passé à « pays sous développés » pour arriver au terme « pays en développement » dont certains sont appelés « pays émergents ».

équipements et des biens de consommation aux pays les plus industrialisés. Les faits démontrent jour après jour, depuis des décennies, que cela ne marche pas. Les modèles qui ont influencé la vision de la BM aboutissent logiquement à une forte dépendance des PED à l'égard des apports extérieurs de capitaux, notamment sous la forme de prêt, avec l'illusion d'atteindre un niveau de développement auto-soutenu. Les prêts sont considérés par les bailleurs de fonds publics (gouvernements des pays les plus industrialisés et BM en particulier) comme un puissant moyen d'influencer les pays qui s'endettent. Les actions de la Banque ne se résument donc pas à une succession d'erreurs ou de mauvais coups. Au contraire, elles participent d'une vision cohérente, théorisée, conceptualisée que l'on enseigne doctement dans la plupart des universités. Des centaines de livres d'économie du développement la distillent. La Banque a produit une véritable idéologie du développement. Lorsque les faits démentent la théorie, la Banque ne remet pas en cause la théorie. Au contraire, elle cherche à déformer la réalité pour continuer à protéger le dogme.

Au cours des dix premières années de son existence, la BM produit très peu de réflexions concernant le type de politique économique à soutenir à l'égard des pays en développement. Plusieurs raisons l'expliquent : 1) cela ne fait pas encore partie des priorités de la BM. En 1957, la majorité des prêts de la BM (52,7%) est encore octroyée aux pays industrialisés¹⁰ ; 2) la matrice théorique des économistes et des dirigeants de la BM est d'inspiration néoclassique. Or la théorie néoclassique n'attribue pas de place spécifique aux PED¹¹ ; 3) la BM ne s'est dotée d'un instrument spécifique pour octroyer des prêts à bas taux d'intérêt aux pays en développement qu'en 1960 (création de l'Association internationale de développement (AID) –voir chap 3).

La BM élabore peu mais cela ne l'empêche pas d'exprimer des critiques à l'égard des autres. C'est ainsi qu'en 1949, la Banque critique un rapport de la commission des Nations unies pour l'emploi et l'économie, qui plaide pour un investissement public dans l'industrie lourde des PED. La BM déclare que les pouvoirs publics des PED ont assez à faire avec la réalisation de bonnes infrastructures, et qu'ils doivent laisser la responsabilité de l'industrie lourde à l'initiative privée locale et étrangère¹².

Selon les historiens de la BM, Mason et Asher, l'orientation de la Banque part du postulat selon lequel les secteurs public et privé doivent jouer des rôles différents. Le secteur public doit assurer le développement planifié d'une infrastructure adéquate : chemins de fer, route, centrales électriques, installations portuaires et moyens de communication en général. Au secteur privé reviennent l'agriculture, l'industrie, le commerce et les services personnels et financiers, car dans tous ces domaines, l'initiative privée est supposée plus performante que le secteur public¹³. En réalité doit être cédé au privé tout ce qui est susceptible d'entraîner un profit. Par contre, les infrastructures sont du ressort du public car il d'agit d'en socialiser des coûts afin de venir en aide au secteur privé. En bref, la Banque mondiale recommande la privatisation des bénéfices combinée à la socialisation des coûts de ce qui n'est pas directement rentable.

Une vision du monde conservatrice et ethnocentrique

La vision de la BM est marquée par différents préjugés conservateurs. Dans les rapports et discours des 15 premières années de son existence, il est fait régulièrement référence aux régions arriérées et sous-développées, c'est déjà tout un programme. Sur les causes du sous-développement, la Banque adopte une vision ethnocentrique. On peut lire dans le huitième rapport annuel de la BM que: « *Les raisons pour lesquelles certaines régions du monde ne sont pas plus développées sont nombreuses et complexes. Bien*

¹⁰ « *La période pendant laquelle la Banque avait une vision solide de la nature du processus de développement mais a peu fait pour l'atteindre s'est étendue grosso modo jusqu'à la fin des années 1950 et a concorde avec une phase dans les prêts de la Banque où la majorité de ceux-ci allait encore aux pays développés (en 1957, 52,7% de son financement allait encore à ces pays)* » Nicholas Stern et Francisco Ferreira. 1997. « The World Bank as «intellectual actor» » in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 2*, p.533.

¹¹ « *Les instruments de l'analyse néoclassique s'appliquent de manière générale, sans spécificité aucune, aux questions que pose le sous-développement. Le sous-développement ou le blocage du développement ne fait pas l'objet d'une analyse systématique dans la théorie néoclassique* », Azoulay, Gérard. 2002. *Les théories du développement*, Presses Universitaires de Rennes, p.38.

¹² STERN Nicholas et FERREIRA Francisco. 1997. « The World Bank as «intellectual actor» » in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 2*, p.533...

¹³ MASON, Edward S. et ASHER, Robert E. 1973. *The World Bank since Bretton Woods*, The Brookings Institution, Washington, D.C., p.458-459.

des cultures par exemple ont accordé peu de place au progrès matériel et en effet, certaines l'ont considéré comme incompatible avec des objectifs plus désirables pour la société et pour l'individu »¹⁴. L'absence de désir ou de volonté de progrès matériel et de modernisation de la société est présentée comme une des causes de l'arriération. Le profond respect des Hindous pour les vaches devient un raccourci pour comprendre le caractère arriéré de l'Inde. A propos de l'Afrique, Eugene Black président de la BM déclare en 1961: « *Aujourd'hui encore le gros des plus de 200 millions d'habitants de l'Afrique est seulement en train de commencer à prendre part à la société mondiale* »¹⁵. Le caractère réactionnaire de la vision de la Banque mondiale n'a pas du tout disparu au fil des années. Elle écrit dans son *Rapport sur le développement dans le monde* de 1987 : « *Dans ses principes d'Economie politique (1848), John Stuart Mill évoque les avantages qui résultent du 'commerce étranger'. Bien que plus d'un siècle se soit écoulé, ses observations restent aussi valables aujourd'hui qu'en 1848* ». Mill parlant des avantages indirects du commerce déclare : « *... un peuple peut être dans un état léthargique, indolent, inculte, toutes ses aspirations étant soit satisfaites, soit en sommeil, et il peut ne pas mettre en œuvre toutes ses forces productives faute d'objet à désirer. L'aventure du commerce extérieur, en lui faisant connaître de nouveaux objets ou en lui offrant la tentation d'acquérir des objets qu'il ne pensait pas pouvoir se procurer antérieurement ... encourage ceux qui se satisfaisaient de peu de confort et de peu de travail à travailler plus dur pour satisfaire leurs goûts nouveaux, voire même pour économiser et accumuler du capital...* »¹⁶. Le retour en force des néo-conservateurs dans l'administration de G. W. Bush en place depuis 2001 a approfondi son caractère profondément matérialiste et réactionnaire. La nomination de Paul Wolfowitz, un des principaux *néocons* à la présidence de la Banque en 2005, a bétonné cette orientation.

Ce qui est frappant dans les documents de la BM et dans la littérature en vogue en matière de développement dans les années 1950 jusqu'aux années 1970, c'est la place occupée par la planification de la croissance et du développement (tant dans les économies industrialisées que dans les PED). Jusqu'à la fin des années 1970, la présence de la planification renvoie à plusieurs éléments : 1) la volonté de planification (le planisme) a émergé au cours de la dépression prolongée des années 1930 comme réponse au chaos provoqué par le laisser-faire ; 2) il est nécessaire d'organiser la reconstruction de l'Europe et du Japon ; 3) on est dans la période des « trente glorieuses », caractérisée par une croissance économique soutenue qu'il s'agissait de diriger et de planifier ; 4) les succès avérés ou présumés de la planification soviétique exercent incontestablement un pouvoir d'attraction réel, y compris sur les ennemis jurés dudit « bloc communiste ». La planification est un thème qui a été complètement évacué à partir du début des années 1980, lors du retour en force de l'idéologie et des politiques néolibérales.

Une autre préoccupation fortement présente au début et qui a été également évacuée à partir des années 1980 fut le choix fait par une série de pays d'Amérique latine de recourir à la substitution d'importation et la possibilité (perçue comme un danger par la majorité des dirigeants des pays les plus industrialisés) que d'autres pays nouvellement indépendants s'engagent dans la même voie.

Passons en revue plusieurs apports d'économistes qui ont eu une influence directe sur et dans la Banque.

Le modèle HOS (Heckscher – Ohlin – Samuelson)

La théorie des avantages comparatifs de Ricardo a été renforcée dans les années 1930 par l'analyse des économistes suédois Heckscher et Ohlin, à laquelle s'est associé plus tard Samuelson (la synthèse produite par ce dernier est connue comme le modèle HOS). Le modèle HOS parle de « dotation en facteurs de production » (ces facteurs sont : travail, terre et capital) et déclare que tout pays a intérêt à se spécialiser dans la production et l'exportation de biens qui utilisent le plus intensément le facteur de production le plus abondant dans le pays – qui est aussi celui dont le prix est le plus bas. Grâce au libre-échange, l'égalisation de la rémunération des facteurs dans tous les pays pratiquant entre eux le libre-échange se réalisera (le facteur abondant – exporté – devient plus rare et donc se renchérit ; le facteur rare - importé – augmente et donc son prix diminue). La spécialisation établira une allocation optimale de facteurs sur un marché mondial devenu homogène. Dans cette optique, la recherche de l'intégration maximale au marché mondial serait pour toutes les économies un pari gagnant et un jeu à somme positive pour tous les

¹⁴ WORLD BANK (IBRD). 1953. 8th annual report 1952-1953, Washington DC, p. 9.

¹⁵ Eugene Black, « Tale of Two Continents », Ferdinand Phinizy Lectures, delivered at the University of Georgia, April 12 and 1 », 1961 in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1*, p. 145. Eugene Black a présidé la BM de 1949 à 1962.

¹⁶ BANQUE MONDIALE. 1986. Rapport sur le développement dans le monde 1987, Washington DC, p. 4.

partenaires commerciaux. Différentes recherches effectuées plus tard notamment par Paul Krugman¹⁷ pour vérifier la pertinence du modèle HOS ont démontré que celui n'était pas confirmé par la réalité.

Les cinq étapes de la croissance économique selon Walt W. Rostow

En 1960, Walt W. Rostow¹⁸ recense cinq étapes du développement dans son livre *Les étapes de la croissance économique, un manifeste non-communiste*¹⁹. Pour lui, toutes les sociétés peuvent être rangées dans une de ces cinq catégories et elles doivent suivre cet itinéraire.

La première étape est la société traditionnelle caractérisée par la prédominance de l'activité agricole. Le progrès technique est nul, il n'y a quasiment pas de croissance du produit et les mentalités n'envisagent pas de changement.

Ensuite, l'étape préalable au décollage voit naître le développement des échanges et des techniques, une évolution des mentalités qui rompt avec le fatalisme et une augmentation du taux d'épargne. C'est en fait l'évolution des sociétés européennes du XV^e au début du XVIII^e siècle.

La troisième étape est le décollage (*take-off*), étape cruciale correspondant à un saut qualitatif, avec l'augmentation significative des taux d'épargne et d'investissement et le passage à une croissance cumulative²⁰.

La quatrième étape est qualifiée de « marche vers la maturité » : le progrès technique s'impose dans toutes les activités et la production se diversifie.

Enfin, l'ère de la consommation de masse coïncide avec la cinquième et dernière étape²¹.

Selon Walt W. Rostow, au stade du décollage, l'apport de capitaux extérieurs (sous forme d'investissements étrangers ou de crédit) est indispensable.

Le modèle de Rostow est marqué par un schématisme caricatural. Il présente le stade de développement atteint par les Etats-Unis de l'après seconde guerre mondiale à la fois comme l'objectif à atteindre et le modèle à reproduire. De même, il considère le mode de décollage de l'Angleterre où se sont succédés la révolution agricole et la révolution industrielle comme devant se reproduire ailleurs. Ce n'est pas tenir compte de l'histoire concrète traversée par les autres pays. Rien ne prouve que chaque pays devra passer par les cinq étapes décrites.

Insuffisance de l'épargne et nécessité de recourir au financement extérieur

Selon l'approche néoclassique, l'épargne est préalable à l'investissement et est insuffisante dans les PED. Dès lors la pénurie d'épargne est un facteur explicatif fondamental du blocage du développement. Un apport de financement extérieur est nécessaire. Paul Samuelson, dans *Economics*²², se base sur l'histoire de l'endettement des Etats-Unis aux XIX^e et XX^e siècles pour déterminer quatre étapes différentes menant à la prospérité : nation endettée jeune et emprunteuse (de la guerre révolutionnaire de 1776 à la guerre civile de 1865) ; nation endettée mûre (de 1873 à 1914) ; nouvelle nation créancière (de la première guerre mondiale à la seconde) ; nation créancière mûre (années 1960). Samuelson et ses émules ont plaqué sur la centaine de pays qui ont constitué le tiers-monde après la seconde guerre mondiale le modèle de

¹⁷ Le constat de la prédominance des échanges entre économies ayant des dotations de facteurs similaires (échanges de produits similaires entre les économies les plus industrialisées) est réalisé par les travaux de P. Krugman et E. Helpman durant les années 1980.

¹⁸ Walt W. Rostow est un économiste influent. Il a été également un conseiller politique de tout premier plan, il est devenu conseiller de Robert McNamara pendant la guerre du Vietnam. On trouve sur la toile certaines des notes qu'il a remises à McNamara et qui portent sur la stratégie politico-militaire à suivre à l'égard des Nord-Vietnamiens et de leurs alliés en 1964. Une note intitulée « Dispositif militaire et signaux politiques » datant du 16 novembre 1964 est particulièrement intéressante car elle dénote une maîtrise de l'art de la guerre et de la négociation assez impressionnante (www.mtholyoke.edu/acad/intrel/pentagon3/doc232.htm). Il est important de le signaler pour pointer une fois de plus les enjeux politiques de l'intervention du FMI et de la Banque mondiale dans les pays de la Périphérie. Il faut donc prendre en considération l'économie notamment sous l'aspect des motivations (leviers) politiques.

¹⁹ ROSTOW, Walt W. 1960. *Les Etapes de la croissance économique : un manifeste non communiste*, Le Seuil, Paris, 1970.

²⁰ A noter que selon W.W. Rostow, l'Argentine avait déjà atteint la phase du décollage avant 1914.

²¹ Toujours selon W.W. Rostow, les Etats-Unis ont atteint définitivement l'étape de la consommation de masse juste après la seconde guerre mondiale, suivis dans les années 1959 par l'Europe occidentale et le Japon. Quant à l'URSS, elle est techniquement prête à l'atteindre mais elle devra passer par un ajustement préalable.

²² SAMUELSON, Paul. 1980. *Economics*, 11e édition, McGraw Hill, New York, p. 617-618.

développement économique des Etats-Unis de la fin du XVIII^e siècle jusqu'à la seconde guerre mondiale comme si l'expérience des Etats-Unis était purement et simplement imitable par tous ces pays²³.

En ce qui concerne la nécessité d'avoir recours à l'apport de capitaux étrangers (sous forme d'emprunts et d'investissements étrangers), un des associés de Walt W. Rostow, Paul Rosenstein-Rodan, emploie la formule suivante : « *Les capitaux étrangers renforceront la formation du capital national, c'est-à-dire qu'ils seront entièrement investis ; l'investissement entraînera une augmentation de la production. La fonction principale de l'entrée de capitaux étrangers est d'aider la formation du capital national à atteindre un taux qui pourra être maintenu sans aide extérieure supplémentaire* »²⁴. Cette affirmation est en contradiction avec la réalité : il n'est pas vrai que les capitaux étrangers renforcent la formation du capital national et sont entièrement investis. Une grande partie des capitaux étrangers quittent rapidement les pays vers lesquels ils se sont dirigés temporairement (fuite des capitaux, rapatriement des profits).

Autre erreur monumentale, Paul Rosenstein-Rodan, qui est directeur adjoint (« *assistant director* ») du département économique de la Banque entre 1946 et 1952, fait des prédictions concernant la date à laquelle une série de pays arrivera à la croissance auto-soutenue. Selon Paul Rosenstein-Rodan, la Colombie doit atteindre ce stade en 1965, la Yougoslavie en 1966, l'Argentine et le Mexique entre 1965 et 1975, l'Inde au début des années 1970, le Pakistan trois ou quatre ans après l'Inde, les Philippines après 1975. Baliverne !

A noter que cette définition de la croissance auto-soutenue est communément utilisée par la Banque mondiale. Voici la définition qu'en donne en 1964 Dragoslav Avramović, alors directeur du département économique : « *On définit la croissance auto-soutenue comme impliquant un taux de croissance des revenus de l'ordre de 5% l'an financé par des fonds générés à l'intérieur des frontières ainsi que par des capitaux étrangers...* »²⁵...

La planification du développement vue par la Banque mondiale et l'establishment universitaire aux Etats-Unis débouche sur une imposture pseudo-scientifique basée sur des équations mathématiques qui visent à donner une légitimité et une crédibilité à la volonté de faire dépendre les PED du recours au financement extérieur. En voici un exemple, formulé très sérieusement par Max Millikan et Walt Whitman Rostow en 1957 : « *Si le taux initial d'investissement domestique dans un pays représente 5% du revenu national, si les capitaux étrangers arrivent à un taux constant équivalent à un tiers du niveau initial de l'investissement domestique, si 25% de tout revenu supplémentaire sont épargnés et réinvestis, si le ratio capital/produit est de 3 et si le taux d'intérêt de la dette extérieure et les dividendes rapatriés sont équivalents à 6% par an, le pays sera en état de se passer de l'emprunt net extérieur après quatorze ans et il pourra maintenir un taux de croissance de 3% sur la base de ses propres revenus* »²⁶... Autre baliverne !

Le modèle à double déficit de Chenery et Strout

Au milieu des années 1960, l'économiste Hollis Chenery, qui deviendra quelques années plus tard économiste en chef et vice-président de la BM²⁷, élabore avec son collègue Alan Strout un nouveau modèle appelé « modèle à double déficit »²⁸. Chenery et Strout mettent en avant deux contraintes : une insuffisance d'épargne intérieure d'abord et une insuffisance de devises ensuite. Charles Oman et

²³ PAYER, Cheryl. 1991. *Lent and Lost. Foreign Credit and Third World Development*, Zed Books, London, p.33-34.

²⁴ ROSENSTEIN-RODAN, Paul. (1961). 'International Aid for Underdeveloped Countries', *Review of Economics and Statistics*, Vol.43, p.107.

²⁵ AVRAMOVIĆ, Dragoslav et al. 1964. *Economic Growth and External Debt*, Johns Hopkins Press for the IBRD, Baltimore, p.193.

²⁶ MILLIKAN, Max et ROSTOW, Walt Whitman. 1957. *A proposal : Keys to An Effective Foreign Policy*, Harper, New York, p. 158.

²⁷ Hollis Chenery est devenu en 1970 conseiller du président de la BM, Robert McNamara. Ensuite, en 1972, le poste de vice-président lié à celui d'économiste en chef a été créé pour Hollis Chenery par Robert McNamara. Par la suite, c'est entré dans la tradition. Chenery a exercé les fonctions d'économiste en chef et de vice-président de la BM de 1972 à 1982. Chenery est jusqu'à aujourd'hui l'économiste qui est resté le plus longtemps au poste d'économiste en chef, les prédécesseurs et les successeurs sont restés en poste entre 3 et 6 ans selon les cas. Source: STERN Nicholas et FERREIRA Francisco. 1997. « The World Bank as 'intellectual actor' » in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 2*, p.538.

²⁸ CHENERY Hollis B. et STROUT Alan. 1966. "Foreign Assistance and Economic Development", *American Economic Review*, n°56, p.680-733.

Ganeshan Wignarja résume le modèle Chenery – Strout de la manière suivante : « Par essence, les hypothèses du modèle à double déficit sont que : tandis que dans les tout premiers stades de la croissance industrielle, une épargne insuffisante peut constituer la contrainte principale sur le taux de formation du capital domestique, une fois que l'industrialisation est bien en route, la contrainte principale peut ne plus être l'épargne domestique en elle-même, mais la disponibilité en devises requise pour importer des biens d'équipement, des biens intermédiaires et peut-être même des matières premières utilisées comme inputs industriels. Le déficit en devises peut ainsi surpasser le déficit d'épargne comme la principale contrainte de développement »²⁹. Pour résoudre ce double déficit, une réponse simple est proposée : emprunter des devises et/ou s'en procurer en augmentant ses exportations.

Le modèle Chenery – Strout est très mathématisé. C'était dans l'air du temps. Cela a l'avantage pour ses partisans de donner une crédibilité et une apparence de rigueur scientifique à une politique qui vise principalement à inciter les PED d'une part à recourir massivement à l'emprunt extérieur et aux investissements étrangers, d'autre part, à faire dépendre leur développement des exportations. Plusieurs critiques ont été adressées à l'époque au modèle. Nous citerons celle de Keith Griffin et de Jean Luc Enos, qui affirment que le recours à des apports extérieurs va limiter l'épargne locale : « Aussi longtemps que le coût de l'aide (par exemple, le taux d'intérêt sur les prêts extérieurs) est inférieur à l'accroissement marginal du capital et de la production, un pays aura intérêt à emprunter autant que possible et à substituer les emprunts étrangers à l'épargne domestique. En d'autres mots, étant donné un objectif à atteindre en termes de taux de croissance dans un pays en développement, l'aide extérieure va permettre davantage de consommation et limitera l'épargne domestique à la différence entre l'investissement souhaité et le montant d'aide extérieure disponible. Dès lors, les fondements des modèles du type Chenery-Strout sont faibles dans la mesure où l'on s'attendrait en théorie à trouver une relation inverse entre l'aide extérieure et l'épargne domestique »³⁰.

La volonté de pousser les PED à recourir à l'aide extérieure en tant que moyen de les influencer

La politique d'aide bilatérale et celle de la BM sont directement reliées aux objectifs politiques que les Etats-Unis poursuivent en matière d'affaires extérieures.

Pour Hollis Chenery : « L'objectif principal de l'aide extérieure, tout comme d'autres instruments de politique étrangère, est de produire à l'échelle mondiale le type d'environnement politique et économique dans lequel les Etats-Unis peuvent poursuivre au mieux leurs propres buts sociaux »³¹.

Dans un livre intitulé *Les Nations émergentes : leur croissance et les Etats-Unis*, Max Millikan³² et Donald Blackmer, tous deux collègues de Walt W. Rostow, décrivent clairement en 1961 certains objectifs de la politique extérieure des Etats-Unis : « Il est dans l'intérêt des Etats-Unis de voir émerger du processus de transition des nations dotées de certaines caractéristiques. Premièrement, elles doivent être capables de maintenir leur indépendance, spécialement à l'égard des pouvoirs hostiles ou potentiellement hostiles à l'égard des Etats-Unis. (...) Quatrièmement, elles doivent accepter le principe d'une société ouverte dont les membres sont invités à échanger des idées, des marchandises, des valeurs et des expériences avec le reste du monde ; cela implique que leurs gouvernements doivent être disposés à s'impliquer dans des dispositions de contrôle social, politique et économique nécessaires au fonctionnement d'une communauté internationale interdépendante »³³ sous le leadership des Etats-Unis bien sûr.

²⁹ OMAN Charles et WIGNARJA Ganeshan. 1991. *The Postwar Evolution of Development Thinking*, OCDE, cité par TREILLET, Stéphanie. 2002. *L'Économie du développement*, Nathan, Paris, p.53.

³⁰ GRIFFIN, Keith B. et ENOS, Jean Luc. 1970. 'Foreign Assistance : Objectives and consequences', *Economic Development and Cultural Change*, n°18, p.319-20.

³¹ H. B. Chenery. 1964. 'Objectives and criteria of Foreign Assistance', in *The United States and the Developing Economies*, ed. G. Ranis, W.W. Norton, New York, p.81.

³² Max Millikan, qui a été membre de l'Office of Strategic Services (OSS) puis de la Central Intelligence Agency (CIA) qui lui a succédé, était directeur du CENIS (Center for International Affairs at the Massachusetts Institute for Technology), directement relié au Département d'Etat.

³³ Max MILLIKAN et Donald BLACKMER, ed. 1961. *The Emerging Nations: Their Growth and United States Policy*, Little, Brown and Company, Boston, pp. x-xi.

Plus loin dans le livre, ils indiquent explicitement en quoi l'aide est utilisée comme levier pour orienter la politique des pays aidés : « *Pour que l'aide en capitaux atteigne une puissance de levier optimale dans le but de persuader les pays sous-développés de suivre une voie compatible avec les intérêts des Etats-Unis et du monde libre les montants offerts doivent être suffisamment importants et les conditions suffisamment souples pour persuader le pays récipiendaire que le jeu en vaut la chandelle. Cela signifie que nous devons investir des ressources substantiellement plus importantes qu'auparavant dans nos programmes de développement économique* »³⁴...

Nous verrons plus loin que le volume des prêts aux PED a augmenté à un rythme croissant au cours des années 1960 et 1970, comme la conséquence d'une politique délibérée des Etats-Unis, des autres gouvernements des pays les plus industrialisés ainsi que des institutions de Bretton Woods destinée à influencer la politique menée au Sud.

Privilégier les exportations

Chenery et Strout affirment dans une de leur principale contribution que le recours à la substitution d'importation constituait un moyen admissible afin de réduire le déficit en devises³⁵. Ils ont abandonné cette position par la suite, à un moment où le maintien des politiques de substitution d'importation pratiquées par certains PED devenait un des principaux thèmes des critiques adressées par la BM, le FMI, l'OCDE et les gouvernements des principaux pays industrialisés.

C'est ainsi que d'autres travaux d'économistes directement associés à la BM s'attachent à mesurer les taux effectifs de protection des économies et les biais qui en résultent en termes d'utilisation des ressources productives et de rentabilité des investissements. Ils préconisent une réorientation des stratégies en direction des exportations, un abandon des tarifs protectionnistes, et, d'une façon générale, une politique davantage fondée sur les mécanismes de marché pour la fixation des prix. Bela Balassa, Jagdish Bhagwati et Anne Krueger³⁶ systématisent cette approche et leurs analyses marqueront l'évolution des institutions internationales et constitueront le socle théorique des mesures d'ouverture commerciale préconisées durant les décennies 1980 et 1990. Anne Krueger³⁷ écrit : « *Un régime de promotion d'exportations peut libérer l'économie du pays du joug du sous-emploi keynésien car, contrairement au régime de substitution d'importation, il peut disposer d'une demande effective virtuellement infinie pour ses produits sur les marchés internationaux, et donc, il peut toujours se rapprocher du plein emploi, à moins qu'il y ait une récession mondiale. Une petite économie orientée vers l'exportation sera capable de vendre n'importe quelle quantité de biens qu'elle produit ; autrement dit, la capacité d'offre du pays sera la seule contrainte* »³⁸. Encore de la poudre aux yeux.

Trickle-Down ou effet de ruissellement

L'effet de ruissellement, c'est une métaphore triviale qui a guidé l'action de la Banque mondiale depuis le début. L'idée est très simple : les retombées positives de la croissance ruissent en bénéficiant d'abord aux plus riches mais en bout de course elles atteignent aussi les plus pauvres. Ceux-ci ont donc intérêt à ce que la croissance soit la plus forte possible, les gouttelettes de richesse qui leur parviennent en dépendent. En effet, si la croissance est faible, les riches gardent une part plus grande que si la croissance est forte. Quelles sont les conséquences pour la conduite de la BM ? Il faut favoriser à tout prix la croissance afin qu'en bout de course les pauvres en profitent. Toute politique qui freine la croissance au nom de la redistribution des richesses (ne fût-elle que partielle) ou au nom de la défense de l'environnement réduit

³⁴ Idem, p.118-119.

³⁵ CHENERY Hollis B. et STROUT Alan. 1966. "Foreign Assistance and Economic Development", *American Economic Review*, n°56, p.682, 697-700.

³⁶ Bela BALASSA. 1971. *Development Strategies in Some Developing Countries: A Comparative Study*, John Hopkins University Press for the World Bank, Baltimore; Jagdish BHAGWATI. 1978. *Anatomy and Consequences of Exchange Control Regime*, Ballinger for the National Bureau of Economic Research, Cambridge; Anne KRUEGER. 1978. *Foreign Trade Regimes and Economic Development: Liberalization Attempts and Consequences*, National Bureau of Economic Research, New York.

³⁷ Anne Krueger est devenue économiste en chef et vice-présidente de la BM en 1982 (quand Chenery a été remercié par le président Ronald Reagan, qui a fait rentrer à la BM les partisans de son orientation néolibérale) et l'est restée jusque 1987.

³⁸ KRUEGER, Anne. 1978. *Trade and Development : export promotion vs Import substitution*, cité par TREILLET, Stéphanie. 2002. *L'Économie du développement*, Nathan, Paris, p.37.

l'effet de ruissellement et porte préjudice aux pauvres. L'action des dirigeants de la BM est conduite en pratique par cette métaphore quels que soient les discours plus sophistiqués que certains experts peuvent tenir. D'ailleurs les historiens de la BM consacrent une vingtaine de pages aux discussions sur le *trickle down*³⁹ et reconnaissent que "Cette croyance a justifié des efforts durables pour persuader les débiteurs des avantages de la discipline, du sacrifice, de la confiance dans le marché et de ce fait de la nécessité de garder le cap contre la tentation politique"⁴⁰. Ils affirment que cette croyance est tombée en disgrâce progressivement à partir de 1970 sous les coups de boutoirs d'une quantité impressionnante de recherches concernant la situation tant aux Etats-Unis que dans les PED⁴¹... Cependant ils relèvent qu'en pratique, cela n'a pas changé grand-chose⁴², d'autant qu'à partir de 1982, le *trickle down* a fait un retour en force à la BM⁴³. Evidemment la question du *trickle down* est inséparable de celle des inégalités que nous abordons maintenant.

La question des inégalités dans la distribution des revenus

A partir de 1973, la question de l'inégalité de la répartition des revenus dans les PED comme élément influant sur les possibilités de développement commence à être étudiée par la BM. L'équipe économique dirigée par Hollis Chenery y consacre une énergie certaine. Le livre majeur consacré par la BM à ce sujet est coordonné par Chenery lui-même et s'intitule *Redistribution et Croissance*⁴⁴. Il paraît en 1974. Chenery est conscient que le type de croissance induite par la politique de prêt de la Banque est générateur d'une croissance des inégalités. La préoccupation de la BM a été exprimée à plusieurs reprises de manière très nette par McNamara : si on ne réduit pas les inégalités, si on ne réduit pas la pauvreté, on assistera à des explosions sociales à répétition et celles-ci porteront préjudice aux intérêts du monde libre, dont le leadership est assuré par les Etats-Unis.

Chenery ne partageait pas le point de vue émis par Simon Kuznets⁴⁵ au cours des années 1950 selon lequel après une phase nécessaire d'augmentation des inégalités lors du décollage économique, celles-ci se résorbent dans un deuxième temps. La nécessité de voir monter les inégalités était très ancrée à la Banque. Pour preuve, les paroles du président de la BM, Eugene Black, en avril 1961 : "**Les inégalités de revenus découlent nécessairement de la croissance économique (qui) donne la possibilité aux gens d'échapper à une existence dans la pauvreté**"⁴⁶... Pourtant, les études empiriques réalisées par la BM du temps de Chenery ont infirmé les affirmations de Kuznets.

Néanmoins, après le départ de Chenery en 1982 et son remplacement par Anne Krueger, la BM abandonne complètement la préoccupation relative à l'augmentation ou au maintien des inégalités au point qu'elle décide de ne plus publier de données à ce propos dans le *Rapport mondial sur le développement dans le monde*. Anne Krueger (nous le verrons plus loin) n'hésite pas à reprendre à son compte la courbe de Kuznets, en faisant de la montée des inégalités une condition du démarrage de la croissance au motif que l'épargne des riches est susceptible de nourrir les investissements. Il faut attendre l'arrivée de François Bourguignon au poste d'économiste en chef en 2003 pour assister à un renouvellement de l'intérêt de la

³⁹ KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1*, p. 215-233

⁴⁰ *Idem*, p. 218

⁴¹ Voir notamment James P. Grant, « Development : The End of Trickle down », *Foreign Policy*, Vol. 12 (Fall 1973), pp.43-65

⁴² Parlant de la période 1974-1981, ils écrivent "D'investissements visant directement les pauvres, l'attention de la Banque a commencé à se porter sur un renforcement des bénéfices indirects visant ceux-ci par l'augmentation de l'emploi dans les villes. En effet, cette stratégie a eu recours à l'approche du ruissellement ». in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1*, p. 264.

⁴³ Ils écrivent à propos du tournant de 1981-1982 : « Poverty reduction would thus have to depend on growth and trickle down" in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1*, p. 336.

⁴⁴ CHENERY Hollis B. et al. 1974. *Redistribution with Growth*, Oxford University Press for the World Bank and the Institute of Development Studies, London.

⁴⁵ KUZNETS Simon. 1955. « Economic Growth and Income Inequality », *American Economic Review*, n°49, mars 1955, p.1-28.

⁴⁶ Cité par KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 1*, p. 171.

Banque pour cette question⁴⁷ ... En 2006, le rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde intitulé *Équité et développement* revient sur l'inégalité comme frein au développement⁴⁸. Son approche est considérée au mieux comme du bon marketing par J. Wolfensohn (président de la BM entre 1996 et 2005) et par son successeur Paul Wolfowitz.

Partie 3. Etude de Cas. Corée du Sud : le miracle démasqué

La prétendue réussite de la Corée du Sud a été obtenue grâce à une politique opposée au modèle proposé par la Banque mondiale. Loin d'une accumulation vertueuse reposant sur les bienfaits du marché libre, le développement économique de la Corée du Sud a été permis par « une accumulation primitive brutale reposant sur les méthodes les plus coercitives pour fabriquer la "vertu" par la force » (J-P. Peemans). La Corée a atteint les résultats que l'on connaît sous le joug d'un régime dictatorial et particulièrement répressif protégé par les États-Unis dans le contexte de la lutte contre les régimes dits socialistes. La Corée a adopté un modèle productiviste particulièrement peu respectueux de l'environnement. La voie coréenne n'est ni recommandable ni reproductible. Mais elle mérite d'être étudiée.

Selon la Banque mondiale, la Corée du Sud constitue une indéniable réussite.

Si l'on s'en remet à la version de la Banque, les autorités du pays auraient recouru aux emprunts extérieurs de manière efficace, auraient attiré les investissements étrangers et les auraient utilisés pour mettre en place un modèle de développement réussi, basé sur la substitution des exportations. Le modèle d'industrialisation par substitution des exportations constitue l'alternative de la Banque mondiale (et d'autres) au modèle d'industrialisation par substitution d'importations (qui implique de fabriquer sur place les produits auparavant importés). La Corée, plutôt que de produire ce qu'elle importait, aurait adapté ses activités exportatrices à la demande du marché mondial tout en réussissant à favoriser les industries qui fournissent un pourcentage élevé de valeur ajoutée. Elle aurait remplacé des exportations de produits à peine transformés (ou des matières premières) par des marchandises dont la fabrication aurait requis une technologie avancée. Selon la Banque, l'État coréen serait intervenu de manière modeste pour soutenir l'initiative privée et garantir le libre jeu des forces du marché. En réalité, la voie coréenne à l'industrialisation et à la croissance soutenue contredit très largement la version de la Banque.

Je précise d'emblée que je ne considère pas du tout la Corée comme un modèle à suivre, et ce pour des raisons éthiques, économiques et sociales. La Corée a atteint les résultats que l'on connaît sous le joug d'un régime dictatorial et particulièrement répressif protégé par les États-Unis dans le contexte de la lutte contre les régimes dits socialistes. La Corée a adopté un modèle productiviste particulièrement peu respectueux de l'environnement. La voie coréenne n'est ni recommandable ni reproductible. Mais elle mérite d'être étudiée.

La prétendue réussite coréenne a été obtenue grâce à plusieurs facteurs. Les principaux sont une très forte intervention de l'État (celui-ci a dirigé le processus d'une main de fer), un soutien financier (sous la forme de dons) et technique très important des États-Unis, la réalisation dès le départ d'une réforme agraire radicale, l'application d'un modèle d'industrialisation par substitution d'importation pendant 25 ans se muant progressivement en substitution d'exportation (le second n'aurait pas été possible sans le premier), l'utilisation permanente de la répression à l'égard du mouvement ouvrier (interdiction de syndicats indépendants), la surexploitation des paysans et des ouvriers, le contrôle de l'État sur le secteur bancaire, l'application d'une planification autoritaire, un contrôle strict sur les changes et sur les mouvements de capitaux, la fixation des prix par l'État pour une large gamme de produits, la bienveillance des États-Unis qui ont toléré de la part de la Corée ce qu'ils refusaient à d'autres pays. L'État coréen a aussi réalisé un important effort en terme d'éducation, ce qui a permis de fournir aux entreprises une main d'œuvre très qualifiée.

⁴⁷ François Bourguignon. 2004. « The Poverty-Growth-Inequality Triangle », Paper presented at the Indian Council for Research on International Economic Relations, New Delhi, February 4, 2004, 30 p.

⁴⁸ Banque mondiale. 2005. *Rapport sur le développement dans le monde 2006. Équité et développement*, Washington DC, 2005
<http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2006/Resources/477383-1127230817535/WDR2006overview-fr.pdf>

Ajoutons que la pauvreté en ressources naturelles a paradoxalement favorisé le développement de la Corée du Sud car le pays a évité la convoitise des transnationales et celle des États-Unis. Ceux-ci considéraient la Corée comme une zone stratégique du point de vue militaire face au bloc dit communiste, pas comme une source cruciale d'approvisionnement (ce qui est le cas du Venezuela, du Mexique ou des pays du Golfe persique). Si la Corée avait été dotée de fortes réserves de pétrole ou d'autres matières premières stratégiques, elle aurait été considérée comme une zone d'approvisionnement et n'aurait pas bénéficié de la même marge de manœuvre pour se doter d'un puissant appareil industriel. Les États-Unis ne sont pas prêts à favoriser délibérément l'émergence de concurrents puissants dotés à la fois de grandes réserves naturelles et d'industries diversifiées.

Le contexte politique et géostratégique

Un accord américano-nippon signé en 1905 définit les zones d'influence respectives du Japon et des États-Unis dans le sud-est asiatique. Aux États-Unis reviennent les Philippines qu'ils avaient conquises en 1902. Taiwan (annexée dès 1895) et la Corée reviennent notamment au Japon. En 1910, le Japon annexe la Corée. Le Japon fit de la Corée un grenier agricole, puis une sorte d'annexe à tout faire de l'industrie japonaise. Lorsque l'impérialisme japonais est défait à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, il abandonne en Corée des installations modernes en matière de transports et d'électricité, une industrie relativement importante, allant du textile à l'armement en passant par la chimie et la construction mécanique, ainsi qu'un système bancaire complet. Mais l'industrie en Corée ne constitue pas un ensemble cohérent car elle a été construite pour répondre aux besoins du Japon. L'industrialisation concerne principalement le nord de la Corée (la future Corée du Nord) tandis que le sud est à dominante agraire. La bourgeoisie est particulièrement peu développée car la domination japonaise ne lui a laissé que très peu de place. En comparaison de l'Argentine à la même époque, la Corée est un pays qui est nettement défavorisé en terme de développement industriel.

En vertu des accords de Yalta de février 1945 entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS, et en particulier la partie qui fixait les conditions d'entrée en guerre de l'Union soviétique contre le Japon, la Corée devait être occupée par les troupes soviétiques au nord du 38^e parallèle et par celles des États-Unis au Sud de cette ligne⁴⁹. Les troupes soviétiques arrivent les premières, en août 1945, et sont accueillies en libératrices. Elles sont accueillies par un vaste mouvement de libération anti-japonais qui s'est doté d'un réseau de comités populaires qui constituent la base du nouvel appareil d'Etat. Cet État réalisa rapidement une série de réformes nationales, démocratiques et anticapitalistes. Parmi les mesures qui rencontrèrent un puissant écho populaire figurait une réforme agraire radicale. L'évolution ultérieure du régime de la Corée du Nord et sa dégénérescence bureaucratique et autoritaire ne doit pas faire oublier les succès économiques du début.

Au sud du pays, les choses se déroulent différemment. Les troupes américaines ne débarquent que le 8 septembre 1945, six jours après la capitulation des troupes japonaises et deux jours après la proclamation à Séoul, par une assemblée nationale des comités populaires anti-japonais, d'une république populaire de Corée. Ce nouveau pouvoir avait déjà, avant l'arrivée des troupes américaines, désarmé les Japonais, libéré les prisonniers politiques et arrêté les collaborateurs. Cependant quand les nationalistes se présentent à l'état-major américain pour proposer leur collaboration, leur pétition affronte une fin de non recevoir. Le 9 septembre est mis en place le Gouvernement militaire des États-Unis en Corée (U.S. Military Government in Korea - USAMGIK) qui constituera l'autorité principale jusqu'en 1948. En février 1946, l'état-major américain met en place un gouvernement civil coréen sous tutelle du Gouvernement militaire des États-Unis en Corée. Ce gouvernement civil est présidé par Syngman Rhee, homme politique de droite revenu en Corée en octobre 1945, après avoir passé 39 des 41 années précédentes aux États-Unis. Comme force politique coréenne, Washington préfère placer au pouvoir gouvernemental le Parti démocratique coréen (KDP), un parti anti-communiste formé légalement durant l'occupation japonaise, pour représenter les intérêts des classes possédantes coréennes. Bientôt, le KDP subit un ravalement de façade hâtif sous le nom de Parti libéral. Aux côtés de Syngman Rhee, on trouve donc d'anciens collaborateurs des occupants japonais et l'appareil du nouvel État conserve en grande partie les cadres du temps de la colonie, notamment en ce qui concerne les forces répressives. Une CIA

⁴⁹ Cette partie s'inspire notamment de David Cameron, « Corée du Sud, Un miracle fragile », *Inprecor*, n° 228, 20 octobre 1986.

coréenne est créée et porte de manière significative le nom de KCIA (Korean Central Intelligence Agency). Elle laisse encore aujourd'hui un souvenir sinistre dans la mémoire collective.

Le régime mis en place par les États-Unis est très impopulaire. En 1946 et en 1948, la protestation prend la forme de soulèvements populaires très durement réprimés. Le Conseil général des syndicats coréens (GCKTU), dirigé par les militants du Parti communiste, compte plusieurs centaines de milliers de membres et est à la tête des manifestants. Il subit de plein fouet la répression et finit par être interdit en 1948. La répression se poursuit après 1948, la commission des Nations unies sur la Corée signale en août 1949 que dans les huit mois précédant le 30 avril 1949, 89.710 personnes ont été détenues en vertu du 'Décret pour la protection de la paix nationale'. Les pertes en vies humaines se chiffrent en milliers, voire en dizaines de milliers. Plusieurs leaders historiques de la lutte anti-japonaise n'ayant pas d'attache avec les communistes sont assassinés par le régime de Syngman Rhee.

Lorsqu'en 1948, la division du pays est institutionnalisée avec la création de la République de Corée au sud du 38^e parallèle, une très large majorité des forces politiques du pays y est opposée. Quand éclate la guerre de Corée en juin 1950, l'avancée rapide des forces nord-coréennes au sud n'est que très partiellement due à des raisons militaires. C'est en partie la conséquence logique de l'absence de soutien populaire réel au régime de Syngman Rhee. Selon l'histoire officielle de la guerre de Corée de l'armée américaine, l'armée sud-coréenne 's'est désintégré'⁵⁰. On assiste à des désertions en masse.

La guerre fait rage pendant trois ans et met le monde au bord d'une troisième guerre mondiale. L'armée des États-Unis intervient massivement avec l'appui de ses alliés occidentaux, 300 000 soldats occidentaux sur mandat de l'Organisation des Nations Unies⁵¹ combattent aux côtés de l'armée sud-coréenne. Ils affrontent l'armée nord-coréenne et un fort contingent chinois (les estimations varient entre 500 000 et 850 000 hommes). Le bilan en vies humaines: trois millions de morts dans la population coréenne. Au cours de la guerre, le régime de Syngman Rhee recourt à une répression féroce contre la gauche sud-coréenne. Certaines sources mentionnent le chiffre de 100 000 exécutions ou assassinats de militants opposés au régime⁵². L'armistice du 27 juillet 1953 ramène les troupes des deux camps pratiquement à leur point de départ, de part et d'autre du 38^e parallèle.

Bourgeoisie coréenne sous tutelle de l'État

Laissé en possession d'une industrie arriérée et d'un système financier autrefois aux mains des Japonais⁵³, le gouvernement de Syngman Rhee s'en sert, avec la bénédiction du Gouvernement militaire des États-Unis en Corée (USAMGIK), pour récompenser et consolider la loyauté de la couche de possédants qui constituent sa clientèle politique. Les nouveaux industriels prospèrent, non pas grâce à leurs propres investissements, car ils n'ont guère de capitaux propres, mais grâce aux revenus de l'impôt et surtout aux subsides des États-Unis que la dictature leur redistribue largement. Une politique rigoureusement protectionniste les met de surcroît à l'abri de la concurrence étrangère. Plus tard, la dictature de Park Chung Hee (1961-1979) créera des conglomerats industriels et financiers, les *chaebols*.

Première constat : la bourgeoisie coréenne se développe à l'ombre de l'État. Celui-ci la tient en tutelle et la protège.

L'aide financière extérieure en provenance des États-Unis

Fait totalement escamoté par la Banque mondiale, la Corée n'a pas du tout recouru à l'emprunt extérieur durant les 17 années qui ont suivi la seconde guerre mondiale et, par la suite, elle n'a emprunté que très modérément jusqu'en 1967.

⁵⁰ Roy E. Appleman, *South to the Nakdong, North to the Yalu*, Washington, 1961, p. 18.

⁵¹ Les États-Unis obtiennent un mandat de l'ONU pour intervenir contre la Corée du Nord. Le corps expéditionnaire commandé par Washington comprend des soldats de 16 pays. Comment se fait-il que le Conseil de sécurité de l'ONU en arrive là alors que la Chine et l'Union soviétique en sont membres permanents avec droit de veto? Depuis que la Chine populaire a été exclue du Conseil de Sécurité et des Nations Unies après la victoire de la révolution chinoise, c'est le représentant du régime anticommuniste de Taiwan dirigé par le général Tchang Kaï Chek qui obtient le droit de représenter la Chine de 1949 à 1971. Il vote au Conseil de Sécurité pour l'intervention en Corée. L'Union soviétique, elle, dans le contexte de la guerre froide, a décidé de mener la politique de la chaise vide, elle ne participe pas au Conseil de Sécurité et ne peut donc pas exercer son droit de veto contre l'intervention en Corée.

⁵² Le chiffre de 100.000 morts est tiré du livre de Gregory Henderson, à l'époque diplomate en Corée, *The Politics of the Vortex*, Harvard, 1968.

⁵³ Avant 1945, plus de 90% de l'investissement total dans l'économie coréenne, agriculture mise à part, étaient détenus par les Japonais.

Entre 1945 et 1961, la Corée n'emprunte pas et ne reçoit aucun investissement étranger. Selon les critères de la Banque et de la pensée néoclassique, une telle situation constitue une anomalie.

Par contre, pendant la même période, elle reçoit sous forme de dons de la part des États-Unis plus de 3100 millions de dollars⁵⁴... Cette somme représente tout l'apport extérieur reçu. Le montant est tout à fait considérable : c'est plus du double de ce que le trio Belgique/Luxembourg/Pays-Bas a reçu pendant le Plan Marshall, un tiers de plus que ce que la France a reçu, 10% de plus que la Grande Bretagne. Pour reprendre la comparaison du chapitre 4 sur une période plus longue, les dons reçus par la Corée entre 1945 et 1961 sont supérieurs au total des prêts effectués par la Banque mondiale à l'ensemble des pays en développement ayant accédé à l'indépendance (colonies non comprises).

A partir de 1962, la Corée emprunte mais (supprimer : très) modérément. Entre 1962 et 1966, les dons des États-Unis constituent encore 70% du total des capitaux entrés dans le pays, les emprunts représentant 28% et les investissements étrangers 2%. Ce n'est qu'à partir de 1967 que les entrées de capitaux prennent principalement la forme d'emprunts à l'égard des banques étrangères, principalement japonaises. Et les investissements étrangers ne deviennent importants qu'à partir de la fin des années 1980 alors que la Corée a déjà réussi son industrialisation.

Deuxième constat : l'industrialisation initiale de la Corée n'a pas du tout dépendu des emprunts extérieurs et des investissements étrangers.

Réforme agraire et action coercitive de l'État sur les paysans

A l'issue de la seconde guerre mondiale, la partie sud de la Corée est encore un pays fondamentalement agraire. La population rurale représente 75% de la population totale jusqu'au début des années 1950.

Les autorités militaires états-uniennes d'occupation procèdent alors à une réforme agraire radicale afin de contrer l'influence communiste⁵⁵. Les grands domaines fonciers expropriés sans indemnisation aux Japonais⁵⁶ et avec indemnisation aux grands propriétaires terriens coréens sont démantelés et la masse des paysans se retrouve propriétaire de modestes parcelles de terre⁵⁷ (la propriété ne pouvait dépasser 3 hectares par famille⁵⁸). L'État est intervenu de manière active et coercitive. La rente que les paysans versaient autrefois aux grands propriétaires a été remplacée par des taxes et des impôts à verser à l'État. En fait, l'État met la main sur le surplus agricole que s'appropriaient auparavant les propriétaires fonciers. L'État impose aux paysans un volume de production à atteindre pour certains produits. Cette quantité doit être fournie aux organismes étatiques à un prix fixé par les autorités. Le prix est très bas, souvent il est inférieur au coût de revient⁵⁹. On estime que « *le prix d'achat du riz, jusqu'en 1961, ne permettait pas aux paysans de couvrir l'ensemble de leurs coûts de production et qu'ils sont restés largement inférieurs aux prix du marché jusqu'en 1970. Jusqu'en 1975, les offices de commercialisation publics contrôlaient au moins 50% des quantités de riz mises sur le marché et ce montant atteignait 90% pour l'orge* »⁶⁰.

En résumé, en échange de l'accès à la propriété de la terre, la paysannerie coréenne libérée des grands propriétaires fonciers a dû travailler pour l'État.

Troisième constat : l'État est intervenu de manière despotique en imposant une réforme agraire radicale basée notamment sur l'expropriation sans indemnisation des grands propriétaires japonais. La réforme

⁵⁴ Mahn-Je Kim, "The Republic of Korea's successful Economic Development and the World Bank" in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 2: Perspectives*, Brookings Institution Press, Washington, D.C., p. 25. Voir également US Overseas Loans and Grants (Greenbook) <http://quesdb.cdie.org/gbk/index.html>

⁵⁵ "La réforme a également éliminé le dernier problème sur lequel la gauche aurait pu se baser pour espérer un soutien important des populations rurales de Corée". COLE, David C. and PRINCETON N. Lyman. 1971. *Korean Development, The Interplay of Politics and Economics*, Cambridge, Harvard University Press, p. 21 cité par KRUEGER, Anne O. 1979, p. 21.

⁵⁶ 40% des terres cultivées étaient en possession des Japonais.

⁵⁷ Le même type de réforme a été appliqué à Taiwan.

⁵⁸ KRUEGER, Anne O. 1979. *Studies in the modernization of the Republic of Korea: 1945-1975. The Development Role of the Foreign Sector and Aid*, Council on East Asian Studies Harvard University, Cambridge, Massachusetts and London, England, p. 20. Voir également: Sarah Sugarman, "Land Rights and Establishing Desirable Production and Consumption Outcomes for Agricultural Households", October 2, 2002 www.reed.edu/~sugarmas/LandRights&desirable.pdf

⁵⁹ Pour augmenter leurs revenus, les paysans accroissent fortement leur productivité et le volume de la production notamment vers des produits dont les prix restaient libres (fruits par exemple).

⁶⁰ PEEMANS, Jean-Philippe. 2002. *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, Academia-Bruylant/L'Harmattan, Louvain-la-Neuve/Paris, p. 373.

agraire a été entreprise pour couper l'herbe sous les pieds des communistes. Les paysans se sont retrouvés soumis à une très forte contrainte de la part de l'État.

Utilisation du surplus agricole au profit des villes et de l'industrialisation

L'État qui fixe les prix à l'achat (aux paysans) et à la vente (aux consommateurs) fournit les aliments à prix subventionné –donc bas– (à commencer par le riz) à des secteurs sociaux qu'il considère comme stratégiques, notamment l'énorme bureaucratie d'État.

Par ailleurs, mettre le bol de riz à la portée de la population urbaine et notamment du prolétariat industriel naissant permet de maintenir des coûts salariaux à un niveau plancher.

En outre, les impôts et taxes payés par les paysans sont utilisés par l'État pour des investissements dans les infrastructures de communications, l'électricité et l'industrie.

Comme le dit Jean-Philippe Peemans, à propos de l'effort imposé aux paysans : « *Il ne s'est agi en rien d'une accumulation vertueuse reposant sur les vertus du marché, mais bien d'une accumulation primitive brutale reposant sur les méthodes les plus coercitives pour fabriquer la "vertu" par la force* »⁶¹.

Quatrième constat : l'État ne permet pas le libre jeu des forces du marché pour fixer les prix, il les fixe d'autorité.

Cinquième constat : l'État fait peser une très lourde charge fiscale sur les paysans. Les néolibéraux dénoncent habituellement la « rage taxatoire » de l'État. La Corée du Sud en offre un bon exemple.

L'utilisation de l'aide financière extérieure

Deux sources principales alimentent les caisses de l'État coréen : les taxes et impôts (principalement en provenance des paysans) et l'aide extérieure fournie par les États-Unis. Il faut préciser que jusqu'en 1961, une partie de celle-ci est fournie en nature au gouvernement de Séoul et est constituée de surplus agricoles des États-Unis (cela représente environ 40% de l'aide). Cette partie ne rentre évidemment pas dans les caisses de l'État. Le reste alimente en cash les caisses de l'État et est utilisé pour payer les importations achetées aux États-Unis. Une partie de ces importations est constituée de biens d'équipement qui servent à l'industrialisation du pays. 71% des investissements effectués par l'État sont financés jusqu'en 1961 grâce à l'aide des États-Unis⁶². Il convient également de prendre en compte une part non négligeable de l'aide militaire qui représente plus de 1 500 millions de dollars⁶³... Une grande partie a servi à la construction de routes, de ponts et d'autres infrastructures qui étaient utilisées pour la production industrielle. Enfin, il faut ajouter les commandes du corps expéditionnaire états-unien au Vietnam - au début des années soixante-dix, celles-ci représentaient à elles seules 20 % des exportations sud-coréennes.

Sixième constat : la Corée du Sud a bénéficié d'une aide extérieure massive de la part des États-Unis. Seuls quelques autres pays ont reçu le même type de traitement : Taiwan en particulier et Israël.

Industrialisation par substitution d'importation

Le développement industriel des années 1950 est essentiellement organisé autour de la production de biens de substitution aux importations, afin de satisfaire les besoins du marché intérieur, notamment dans l'agro-alimentaire et le textile. Ces deux secteurs représentent 55% de la production industrielle en 1955. L'industrie était centrée sur la transformation du coton et la production sucrière et de farine de riz. Le secteur manufacturier ne représentait encore que 10% du PNB en 1955.

Septième constat : la Corée applique une politique d'industrialisation par substitution d'importation dans les années 1950 qui sera renforcée dans les années 1960.

La politique économique de la dictature militaire de Park Chung Hee (1961-1979)⁶⁴

⁶¹ PEEMANS, Jean-Philippe. 2002, p. 374.

⁶² Bank of Korea, National Accounts (1987) cité par Mahn-Je Kim, "The Republic of Korea's successful Economic Development and the World Bank" in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 2: Perspectives*, Brookings Institution Press, Washington, D.C., p. 25.

⁶³ Selon Mahn-Je Kim, entre 1953 et 1961, l'aide militaire des États-Unis sous forme de dons s'est élevée à 1561 millions de dollars. Selon US Overseas Loans and Grants (Greenbook) <http://quesdb.cdie.org/gbk/index.html>, le montant atteint 1785 millions de dollars.

⁶⁴ Pour une analyse du régime de Park Chung Hee, voir notamment Paik Nak-chung, discours à l'occasion de l'ouverture de la conférence internationale des Études coréennes tenue à l'Université de Wollongong, Australie, 10-13 novembre 2004 sur le thème « *L'ère Park : une nouvelle évaluation après 25 ans* ». La conférence de Paik Nak-chung est disponible en français, en anglais et en coréen : http://www.korea-is-one.org/article.php3?id_article=2291

La dictature corrompue de Syngman Rhee fut renversée par le soulèvement urbain initié en avril 1960 par les étudiants. Un profond courant de centralisation politique se développa rapidement au sein des masses urbaines mobilisées sous le mot d'ordre central de « l'unification pacifique de toute la Corée » lancé et mis en avant par le mouvement étudiant depuis la fin 1960.

Le coup d'arrêt des mobilisations est porté par le coup d'État du général Park Chung Hee qui met en place une dictature militaire. Celle-ci renforce encore l'intervention étatique dans l'économie. Le nouveau régime nationalise l'ensemble du système financier, des plus grandes banques à la plus petite compagnie d'assurance, pour en faire le bras séculier de son intervention dans l'économie.

A partir de 1962, le financement extérieur évolue progressivement mais les dons restent la source principale jusqu'en 1966. Les États-Unis poussent la Corée à renouer des relations économiques avec le Japon. Le Japon passe un accord de dix ans (1965-1975) qui prévoit une aide économique de 500 millions de dollars dont 300 millions sous forme de dons.

La Corée contracte son premier prêt auprès de la Banque mondiale en 1962 et signe un premier accord avec le FMI en 1965 (sous pression des États-Unis). La volonté de collaboration de la dictature coréenne avec la Banque repose sur des objectifs plus politiques qu'économiques. *A posteriori*, Mahn-Je Kim, qui a été vice-Premier ministre, ministre des Finances et ministre de la Planification économique sous la dictature de Chun Doo Hwan dans les années 1980⁶⁵ et qui est devenu ensuite président d'une entreprise sidérurgique (POSCO), se félicite des bonnes relations avec la Banque mondiale et tire un bilan positif du régime militaire. Il écrit sans détour que la Banque a aidé le dictateur Park à gagner du soutien tant sur le plan international que national : *« Une telle reconnaissance par la Banque – la principale autorité parmi les organisations internationales de développement – a eu une influence positive sur les relations internationales de la Corée mais plus encore au niveau national. En effet, cette reconnaissance a pleinement justifié l'existence d'un gouvernement dictatorial aux yeux de l'opinion publique coréenne puisqu'il était au service du développement économique »*⁶⁶. On ne peut être plus clair sur la complicité de la Banque mondiale avec la dictature.

Le général Park Chung Hee cherche à gagner de l'autonomie à l'égard de Washington en matière de politique économique. Le recours aux prêts de la Banque mondiale à partir de 1962, puis surtout à l'égard des banques étrangères privées à partir de 1967, fait partie de cette volonté de diminuer progressivement la dépendance de la Corée à l'égard du financement provenant du gouvernement des États-Unis. Cela arrange également Washington qui à partir de 1963 prend des mesures pour limiter les sorties de dollars des États-Unis.

Huitième constat : la Banque mondiale soutient la dictature de Park Chung Hee qui utilise cet appui à des fins internes et externes pour consolider sa position.

Le général Park Chung Hee met en place une politique d'industrialisation accélérée sous la direction d'une planification autoritaire. Le premier plan quinquennal est lancé en 1962. La Corée applique un protectionnisme strict tant à l'égard de sa production agricole (interdiction d'importation de riz) qu'industrielle. A la moitié de la décennie 1960, la Corée est déjà dotée d'industries légères qui alimentent le marché intérieur et gagnent des parts de marché à l'extérieur. Il s'agit essentiellement de produits réalisés par une industrie qui utilise beaucoup de main d'œuvre à bas coût et qui transforme ou assemble des biens importés. La dictature veut modifier radicalement la situation en consolidant l'industrialisation. Elle renforce d'abord le modèle d'industrialisation par substitution d'importation. La Corée va tenter de produire elle-même ce qu'elle importait. Pour ce faire, à partir de la fin des années 1960, elle se dote d'une industrie lourde de production d'acier et de biens d'équipement (machines outils, chaîne de montage,

Voir aussi le site de la maison d'édition Changbi : <http://www.changbi.com/english/html/intro.asp> Paik Nak-chung, directeur de la maison d'édition coréenne Changbi a été victime de la répression durant la dictature de Park. Changbi a été fermée sous la dictature du général Chun Doo Hwan, de 1980 à 1987.

⁶⁵ Il a également occupé des fonctions ministérielles dans les années 1990 pendant la présidence de Kim Young Sam

⁶⁶ Mahn-Je Kim, "The Republic of Korea's successful Economic Development and the World Bank" in KAPUR, Devesh, LEWIS, John P., WEBB, Richard. 1997. *The World Bank, Its First Half Century, Volume 2: Perspectives*, Brookings Institution Press, Washington, D.C., p. 46. *« Such recognition from the Bank – the world's most authoritative international development organization – positively influenced Korea's international relations, but was even more important domestically. It provided a powerful and persuasive justification to the Korean public for the existence of a dictatorial government devoted to economic development »*.

turbines) ainsi que d'une industrie pétrochimique. Le régime de Park ne s'arrête pas là, il veut également tourner la production vers l'exportation.

L'État favorise le développement de *chaebols*, vastes conglomérats, créés à partir d'un nombre limité de sociétés privées sélectionnées par Park pour constituer le fer de lance de la nouvelle industrie.

Ces *chaebols* sont connus aujourd'hui dans le monde entier : Samsung, Hyundai, Lucky Goldstar, Daewoo⁶⁷, Kia, etc. Les *chaebols* ont bénéficié année après année d'apports financiers de l'État considérables et pratiquement gratuits. Les emprunts effectués (au taux du marché) par le régime ou par ses banques, essentiellement auprès des banques américaines, avant que le Japon prenne la première place dans les années 1970, fournirent aux *chaebols* des sources de capitaux frais quasi inépuisables, à des taux d'intérêt défiant toute concurrence, voire parfois à fonds perdus. A tout cela vinrent s'ajouter les subventions directes de l'État. Celui-ci, dans les faits, prit en main la direction de l'économie, par l'intermédiaire d'un Bureau de la planification économique. Et il dirigea d'une main de fer tous les choix de développement faits par les *chaebols*.

Les plans quinquennaux se succèdent. Au cours du premier plan quinquennal (1962-1966), la priorité est donnée au développement de l'énergie, des engrais, du textile, du ciment. Le second (1967-1971) met l'accent sur les fibres synthétiques, la pétrochimie et l'appareillage électrique. Le troisième (1972-1976) est centré sur la sidérurgie, les équipements de transport, l'électroménager, la construction navale.

Neuvième constat : l'État planifie d'une main de fer le développement économique du pays. D'une certaine manière, c'est lui qui crée la classe capitaliste coréenne.

Les réticences de la Banque mondiale

Au départ, la Banque mondiale considère que la volonté de la Corée de se doter d'une industrie lourde est prématurée⁶⁸ et elle tente d'en dissuader les autorités, sans succès. Face à l'insistance de Séoul et soucieuse de garder une influence dans le pays, elle change son fusil d'épaule et appuie la politique d'industrialisation par substitution d'importation. A cette époque, Robert McNamara est devenu président de la Banque (1968) et son économiste en chef, Hollis Chenery, ne s'oppose pas à ce que les PED recourent à la substitution d'importation⁶⁹.

Les arguments des Coréens sont les suivants : 1) il faut se doter d'une industrie lourde (métal, pétrochimie) et fabriquer les biens d'équipement afin d'alimenter nous-mêmes notre industrie légère, réduire nos importations et améliorer notre balance des paiements ; 2) sur le marché mondial, des nations concurrentes peuvent rapidement gagner des parts de marchés à notre place car elles peuvent produire les mêmes marchandises que nous à moindre coût en utilisant une main d'œuvre moins payée que la nôtre. C'est pourquoi il faut que nous nous dotions d'une industrie lourde pour diversifier nos exportations vers des produits à plus grande valeur ajoutée incorporant plus de composants réalisés par nous-mêmes. Les autres nations auront beaucoup de difficultés à nous concurrencer dans ce domaine ; 3) outre le développement de l'industrie lourde, nous allons faire un gros effort en matière de technologie et nous allons investir de manière croissante dans l'éducation supérieure et dans la recherche ; 4) au départ, notre industrie lourde ne sera pas compétitive face à des concurrents étrangers qui auraient accès à notre marché intérieur, il faut donc que nous protégions nos industries naissantes et fermions nos frontières aux concurrents étrangers ; 5) l'État doit utiliser l'argent public pour financer et contrôler tout cela.

Au milieu des années 1970, alors que la Corée réussit à se doter d'une puissante industrie lourde, la Banque mondiale recommence à émettre des doutes sur la stratégie suivie. La Banque considère que la

⁶⁷ Pierre Rousset décrit en 1984 l'évolution fulgurante du groupe Daewoo: « Il emploie à lui seul 70 000 employés, alors qu'il n'a été formé que voilà 17 ans à partir d'une petite entreprise textile. Grâce au soutien de Park Chung Hee, Kim Woonchong a constitué un empire dans le commerce, la construction navale, le bâtiment, l'automobile, le textile, la finance, les télécommunications, l'électronique, l'habillement. Il possède à Pusan la plus grande usine textile du monde et à Oskpo un chantier naval ultramoderne. Il ouvre des chantiers considérables au Moyen-Orient. Il investit aujourd'hui dans les semi-conducteurs », ROUSSET, Pierre. « La Corée du Sud, second Japon ? » in *Croissance des jeunes nations*, numéro 265, Paris, octobre 1984.

⁶⁸ Mahn-Je Kim, "The Republic of Korea's successful Economic Development and the World Bank" in KAPUR, p. 33

⁶⁹ Voir chapitre « *Le développement selon la Banque mondiale* » dans Eric Toussaint, « *Banque mondiale : Le coup d'Etat permanent. L'agenda caché du Consensus de Washington* », CADTM – Syllepse- Cetim, Liège – Paris – Genève, à paraître en mai 2006.

Corée est trop ambitieuse et elle suggère de réduire l'effort dans ce secteur⁷⁰. Ces recommandations ne seront pas suivies par les autorités coréennes.

L'exemple le plus spectaculaire de cette politique fut le programme de développement des industries lourdes de 1977-1979. Pendant deux ans, 80 % de tous les investissements de l'État y furent consacrés. Son financement fut assuré par un accroissement colossal de l'endettement de l'économie, celui de l'État comme celui des banques et des entreprises privées, mais également par le gel de tous les fonds de retraite et l'utilisation forcée d'une partie de l'épargne privée⁷¹.

Mahn-Je Kim décrit en langage diplomatique, non sans une certaine ironie, l'attitude des économistes de la Banque: *«Il faut souligner la souplesse des économistes de la Banque mondiale. C'étaient des économistes néoclassiques typiques mettant en avant la suprématie du marché et ils ont grandement contribué à convaincre les représentants du pouvoir coréen du bien-fondé des idéaux de l'économie de marché. En général, ce n'étaient pas des économistes dogmatiques et ils savaient comment faire coïncider la doctrine avec les contraintes du monde réel»*⁷². Mahn-Je Kim se réfère à la période qui va jusqu'au début des années 1980.

Dixième constat : La Corée du Sud refuse de suivre les recommandations de la Banque mondiale.

Transformations sociales de 1960 à 1980

Au cours de la dictature de Park Chung Hee, la société coréenne du Sud change profondément. La population urbaine passe de 28% en 1960 à 55% en 1980. La population de la capitale Séoul a doublé entre 1964 et 1970, passant de 3 à 6 millions d'habitants. En 1980, elle frôle les 9 millions. La structure de la population active est radicalement modifiée. En 1960, 63% travaillent dans l'agriculture, 11% dans l'industrie et les mines et 26% dans les services. Vingt ans plus tard, les proportions sont modifiées de la manière suivante : 34% dans l'agriculture, 23% dans l'industrie et les mines et 43% dans les services. En 1963, le pays compte 600.000 travailleurs dans l'industrie, en 1973, ils sont 1,4 million et en 1980, plus de 3 millions dont la moitié sont des ouvriers qualifiés. Ils sont soumis à un degré d'exploitation extrême : en 1980, le coût salarial de l'ouvrier coréen représente le dixième du coût salarial de l'ouvrier allemand, 50% du coût salarial de l'ouvrier mexicain, 60% de l'ouvrier brésilien. Un des ingrédients du miracle coréen, c'est la surexploitation de la main d'œuvre industrielle. La semaine de travail de l'ouvrier coréen en 1980 est la plus longue dans le monde entier. Il n'y a pas de salaire minimum légal. Après l'écrasement du syndicat Conseil général des syndicats coréens (GCKTU) entre 1946 et 1948, les salariés n'ont plus droit à un véritable syndicat. Le régime de Syngman Rhee a créé en 1946 avec le soutien des États-Unis (et de la centrale syndicale américaine AFL-CIO) la Fédération coréenne des syndicats (FKTU), seule confédération syndicale légale en Corée du Sud jusque dans les années 1990. La FKTU est une simple courroie de transmission de la dictature et du patronat. La classe ouvrière est largement muselée, en tout cas jusqu'aux années 1980.

En plus de la classe ouvrière d'usine, d'autres acteurs sociaux s'affirment. En 1980, il y a 100 000 ingénieurs, 130 000 techniciens. La population de l'enseignement supérieur a explosé : près d'un million d'étudiants dans ce type d'enseignement en 1980.

Onzième constat : La structure sociale entre 1960 et 1980 a profondément changé et s'est rapprochée de celle des pays industrialisés.

Douzième constat : La dictature empêche la classe ouvrière de se doter de syndicats et la réprime durement. Un des ingrédients du « miracle » coréen est la surexploitation des ouvriers.

De la dictature de Park Chung Hee à celle de Chun Doo Hwan

Tout au long de la dictature de Park, malgré la répression, de grands mouvements de protestation éclatent chroniquement dans lesquels les étudiants jouent un rôle de premier plan. C'est notamment le cas des grandes manifestations en 1965 contre la signature du traité entre le Japon et la Corée et en 1972 contre la

⁷⁰ Mahn-Je Kim, "The Republic of Korea's successful Economic Development and the World Bank" in KAPUR, p. 35

⁷¹ Voir *Lutte de Classe*, N°26, Mars 1997, « Corée du Sud - Du mytique « miracle économique » aux traditions de lutte de la classe ouvrière »

⁷² Mahn-Je Kim, "The Republic of Korea's successful Economic Development and the World Bank" in KAPUR, p. 35. « *The flexibility of the WB economists should be emphasized. They were typical neoclassical markets economists, and they contributed greatly to the indoctrination of Korean officials with the ideals of the market economic system. The Bank's economists in general were not dogmatic and knew how to harmonize textbook principles with real-world constraints* ».

proclamation de la loi martiale et la nouvelle Constitution qui octroie au dictateur de rester en poste jusqu'à sa mort.

Des manifestations étudiantes durement réprimées dans la ville de Pusan, en octobre 1979, déclenchent une crise de régime qui se solde par l'assassinat de Park Chung Hee, le 26 octobre. Park tombe sous les balles de son collaborateur le plus proche, Kim Jae Kyu, alors directeur de la KCIA (Agence centrale de renseignement sud-coréenne). Une grande manifestation étudiante dans la cité industrielle de Pusan, le 16 octobre, a dégénéré en affrontement avec la police le lendemain. Le gouvernement Park a aussitôt proclamé l'état d'urgence dans cette ville, envoyant une division d'infanterie. Malgré cette mesure, les manifestations s'étendent à d'autres villes comme Masan, une autre ville industrielle, où se trouvent de nombreuses entreprises exportatrices. De nombreux ouvriers se sont engagés dans des actions de rue. Park déclare aussi l'état de siège à Masan. Pendant les quatre jours d'affrontement, ce sont 4 207 personnes qui sont arrêtées. Les manifestations étudiantes s'étendent à la capitale, Séoul⁷³. Le chef de la KCIA juge qu'en se débarrassant de Park, il est possible de sauver la situation.

Au lendemain de la mort du général Park, l'armée est divisée : un secteur laisse miroiter la perspective d'une certaine « libéralisation » du régime. Les mobilisations se poursuivent. Début décembre 1979, la plupart des détenus politiques (dont certains purgeaient de très longues peines de prison) sont libérés. Le 12 décembre, coup de théâtre, le major-général Chun Doo Hwan réussit un putsch au sein de l'armée, il fait arrêter son principal rival le général Ching et prend le contrôle total de l'armée. Les mobilisations se poursuivent. Le 14 avril 1980, Chun Doo Hwan qui conserve ses fonctions de chef de l'armée est nommé directeur de la KCIA par le chef de l'Etat. Les mobilisations se poursuivent.

Le retour à la dictature militaire ouverte a lieu le 18 mai 1980. Une répression brutale est déclenchée : tous les dirigeants de l'opposition sont arrêtés. Cela provoque de grandes explosions sociales dont l'insurrection urbaine de Kwangju est le point culminant.

Immédiatement après la proclamation d'une nouvelle loi martiale, le 18 mai 1980, plusieurs milliers d'étudiants de l'université de Chonam à Kwangju descendent dans la rue. Des régiments de parachutistes sont envoyés et assassinent des manifestants, dont des jeunes filles, à la baïonnette. Le lendemain, plus de 50 000 personnes commencent à affronter les soldats. Au cours des combats, plus de 260 d'entre elles sont tuées. Après quatre jours de lutte acharnée, le nombre des insurgés atteint 200 000 dans une ville dont la population est d'environ 750 000. Ils prennent finalement le contrôle de la ville toute entière. Les stations de radio sont incendiées par les manifestants rendus furieux par le fait qu'aucune information n'a été donnée sur leur lutte en raison de la censure imposée par la loi martiale. Les insurgés se saisissent des armes abandonnées par les troupes repliées à l'extérieur et s'organisent en comités de contrôle et d'administration de la ville. Le 23 mai, c'est la province de Cholla au sud de la Corée qui est toute entière aux mains des étudiants et de la population insurgée. Les étudiants de Kwangju s'emparent de bus et de camions et, les armes à la main, se rendent d'une ville à l'autre permettant ainsi l'extension du mouvement. Alors que de nouvelles troupes gouvernementales approchent de Kwangju, les insurgés constituent un comité de crise afin de négocier avec les autorités chargées d'imposer la loi martiale. Ils exigent de ces autorités qu'elles présentent des excuses au peuple de Kwangju pour les atrocités commises, qu'elles versent des indemnités pour les blessés et les morts, qu'elles n'exercent pas de représailles après les événements, que les chefs militaires ne déplacent pas les troupes avant qu'un règlement n'intervienne. Malgré ces négociations, les troupes, environ 17 000 hommes, prennent d'assaut la ville à l'aube du 27 mai et l'occupent. Le nombre des morts du côté des étudiants et des habitants de la ville dépasse plusieurs centaines⁷⁴. La répression s'est faite avec la bénédiction de l'armée américaine et de Washington⁷⁵. Dans les mois qui suivent, la répression touche tout le pays. Selon un rapport officiel daté du 9 février 1981, plus de 57 000 personnes ont été arrêtées à l'occasion de la '*Campagne de purification sociale*' engagée depuis l'été 1980. Près de 39 000 d'entre elles ont été envoyées dans des

⁷³ Voir Jun Yasaki « La crise du régime sud-coréen et le soulèvement de Kwangju, in *Inprecor* n° 80, 26 juin 1980, p. 25

⁷⁴ Les chiffres concernant le nombre de pertes en vie humaines du côté des manifestants varient fortement. L'estimation la plus faible, celle des autorités, mentionne le chiffre de 240 morts. D'autres sources mentionnent de mille à deux mille morts. Le *New York Times* du 28 mai 1980 affirme que 50 parachutistes ont été tués au cours d'un seul combat (voir Kim Chang Soo « Le Soulèvement de Kwangju », in *Inprecor* n° 97, 16 mars 1981, p. 35-39).

⁷⁵ Jun Yasaki « La crise du régime sud-coréen et le soulèvement de Kwangju », in *Inprecor* n° 80, 26 juin 1980, p. 25 et Kim Chang Soo « Le Soulèvement de Kwangju », in *Inprecor* n° 97, 16 mars 1981, p. 35-39.

camps militaires pour une 'rééducation physique et psychologique'⁷⁶. En février 1981, le dictateur Chun Doo Hwan est reçu à la Maison Blanche par le nouveau président des États-Unis, Ronald Reagan⁷⁷.

Washington a permis les massacres de mai 1980

Les forces armées de la République de Corée sont placées sous le commandement conjoint américano-coréen, lui-même sous le contrôle du commandant en chef des forces US en Corée du Sud. Seuls le commandement de la garnison de la capitale et un secteur des parachutistes placés sous l'autorité directe du président échappent à cette règle. Le gros des forces armées de la République de Corée ne peut être mobilisé sans la permission du commandant en chef des forces états-uniennes. Au moment du soulèvement de Kwangju, au mois de mai 1980, les troupes de la garnison de la capitale étaient utilisées pour le maintien de l'ordre à Séoul et les unités de parachutistes étaient envoyées à Kwangju. S'il y avait alors eu de nouveaux soulèvements – d'ampleur analogue ou supérieure à celui de Kwangju – le gouvernement n'aurait pu y faire face : il n'avait plus de forces en réserves placées sous son autorité directe.

C'est pour cela que le gouvernement des États-Unis, en réponse à une demande du gouvernement sud-coréen, a rapidement rendu disponible une partie des troupes placées sous le commandement conjoint. L'envoi à Kwangju de la 31^e division, le 19 mai, ne fut possible qu'ainsi. Et, au moment de l'assaut final, quatre régiments - soit 7 800 hommes – furent soustraits au commandement conjoint pour être envoyés à Kwangju. De plus, le porte-avions américain *Coral Sea*, qui faisait route vers le Moyen-Orient, reçut l'ordre de cingler vers la péninsule coréenne.

Quand les étudiants de Kwangju envoyèrent un message désespéré au président démocrate Jimmy Carter⁷⁸ pour lui demander d'intervenir en défense de leurs droits, les États-Unis ont ignoré cet appel sous prétexte qu'« il n'avait pas été transmis par les canaux officiels ». Mais qu'est ce que des « canaux officiels » dans le cas d'une ville assiégée ? Le *Washington Post* du 1^{er} juin 1980, rapporte qu'un important fonctionnaire américain a déclaré : « *Ce n'est pas une question de droits de l'homme. C'est une question qui relève de l'intérêt national des États-Unis dans la réalisation et le maintien de la stabilité en Asie du Nord-Est.* »

A souligner que le gouvernement japonais se rangea, lui aussi, aux côtés de Chun Doo Hwan, contre le peuple coréen.

Treizième constat : Un puissant mouvement social anti-dictatorial avec à sa tête les étudiants affronte la dictature. Après l'assassinat de Park (octobre 1979) et un court intermède démocratique, une nouvelle dictature féroce s'installe en déclenchant une répression sanglante en mai 1980 soutenue par Washington et par Tokyo.

La politique économique du dictateur Chun Doo Hwan (1980-1987)

Après l'assassinat du dictateur Park Chung Hee en 1979 et la mise en place de la dictature du général Chun Doo Hwan, l'orientation économique ne change pas fondamentalement. La Corée qui s'est endettée fortement au cours des années 1970 auprès des banques étrangères, principalement japonaises, subit plus durement que les autres PED le choc de la hausse brutale des taux d'intérêt car elle a largement emprunté à taux variables. En 1983, la Corée du Sud est quatrième sur la liste des pays les plus endettés en chiffres absolus (43 milliards de dollars), elle n'est précédée que par le Brésil (98 milliards), le Mexique (93 milliards) et l'Argentine (45 milliards). Mais, encore une fois, sa position géostratégique lui donne droit à un traitement différent de celui des autres pays en développement. Le Japon vient à la rescousse en versant à la Corée 3 milliards de dollars (au titre des réparations de guerre) que celle-ci utilise pour maintenir le remboursement de la dette à l'égard des banquiers japonais. Cela lui évite de devoir faire appel au FMI et de se plier à ses conditions draconiennes⁷⁹. De son côté, le gouvernement japonais évite ainsi la faillite de certaines de ses banques et obtient de la Corée du Sud de plus grandes facilités d'investissement.

⁷⁶ Kim Chang Soo « Le Soulèvement de Kwangju », in *Inprecor* n° 97, 16 mars 1981, p. 35

⁷⁷ Ronald Reagan a présidé les États-Unis de 1981 à 1988.

⁷⁸ Jimmy Carter a été président des États-Unis de 1977 à 1980. Au cours de son mandat, plusieurs alliés de Washington tombent ou sont déstabilisés : le Shah s'enfuit en février 1979 devant une révolte populaire, le dictateur Anastasio Somoza est renversé en juillet 1979 par la révolution sandiniste, la dictature coréenne est déstabilisée d'octobre 1979 à mai 1980. C'en était trop, il fallait à tout prix garder cet allié stratégique. Pourtant, Jimmy Carter se faisait le chantre des droits de l'homme en politique internationale.

⁷⁹ « *La Corée du Sud a également bénéficié d'une aide spéciale du gouvernement japonais au motif formel de réparations. Le fait que le traité mis sur pied après la guerre était resté lettre morte pendant de nombreuses années*

Quatorzième constat : Contrairement à la version de la Banque mondiale, le recours massif à l'endettement externe auprès des banques privées a failli coûter très cher à la Corée du Sud. Si celle-ci n'avait pas occupé une place géostratégique de toute première importance aux yeux des Etats-Unis et du Japon, elle aurait pu connaître le sort de pays comme l'Argentine, le Brésil et le Mexique qui ont dû se soumettre aux conditions du FMI. Comme on le verra dans la suite, elle a pu continuer à suivre une voie partiellement indépendante de développement jusqu'aux années 1990.

La Corée est aussi affectée par le second choc pétrolier de 1979 (hausse du prix du pétrole provoquée par la révolution iranienne et le renversement du Shah) mais encaisse le coup. Le contrôle autoritaire sur l'économie est maintenu : le gouvernement impose aux industries de fabriquer tel produit plutôt que tel autre. Il décide de restructurer l'industrie de production de véhicules de transport et charge deux *chaebols* de produire des automobiles.

La Banque mondiale s'oppose à cette orientation et recommande au contraire à la Corée d'abandonner la production de véhicules finis en se concentrant sur la production de pièces détachées destinées à l'exportation. La Banque explique que les voitures coréennes ne se vendront pas.

Les autorités coréennes tiennent tête. Résultat : au milieu des années 1980, la firme coréenne Hyundai (contrôlée à 100% par du capital privé coréen soutenu par les pouvoirs publics) réussit à exporter ses voitures aux États-Unis et à y conquérir de substantielles parts de marché !

A l'époque, la Banque a définitivement tourné la page des concessions à l'égard du modèle d'industrialisation par substitution d'importation. En 1981, sous l'administration Reagan, les derniers économistes favorables à une intervention de l'État sont remplacés par des néolibéraux purs et durs avec Anne Krueger comme économiste en chef. Celle-ci a écrit quelques années auparavant un livre sur la Corée pour démontrer la supériorité de la substitution d'exportation sur la substitution d'importation⁸⁰. La volonté de Séoul de produire des automobiles pour l'exportation s'inscrit dans une démarche agressive de substitutions d'exportation et, en principe, elle devrait être fermement soutenue par la Banque. Ce n'est pas le cas car la décision de Séoul menace l'industrie automobile des États-Unis. La limite de la grande flexibilité des économistes de la Banque est vite atteinte lorsque les intérêts des États-Unis sont en jeu.

Quinzième constat : Le régime de Chun Doo Hwan refuse une nouvelle fois de suivre les recommandations de la Banque mondiale et gagne son pari contre elle. La Banque maintient cependant son soutien à la dictature car elle veut à tout prix tenter de l'influencer. De leur côté, les États-Unis commencent à se méfier de l'appétit des entreprises sud-coréennes.

Vers la fin de la dictature de Chun Doo Hwan (1980-1987)

En 1979-1980, dans de nombreuses entreprises, des ouvriers cherchent à se doter de syndicats. L'enjeu est la formation de nouveaux syndicats « indépendants », défiant ouvertement la politique de collaboration de la direction de la FKTU, tout en étant obligés de s'y affilier conformément à la loi. Suite à la répression déclenchée par Chun Doo Hwan, une centaine de sections locales de la FKTU sont dissoutes, 191 permanents sont licenciés et certains sont envoyés dans des camps.

Dans ce mouvement de création des syndicats indépendants, le rôle moteur a été joué par des jeunes, ouvriers ou étudiants contestataires, qui ont choisi de s'établir en usine pour poursuivre la lutte politique entamée à l'université.

Le mouvement étudiant a commencé à relever la tête en 1983-1984 et connaît un processus non seulement de radicalisation mais aussi de politisation en profondeur. De début 1986 à mai 1986, 166 000 étudiants

ne tracassait aucune des deux parties. Le gouvernement japonais savait très bien qu'un don de trois milliards de dollars à la Corée pour lui permettre de continuer à rembourser sa dette extérieure élevée bénéficierait à long terme aux intérêts des entreprises japonaises qui avaient des investissements dans le pays et des participations dans des entreprises coréennes. Alors que la crise de la dette s'étendait, le gouvernement coréen n'a jamais eu besoin de négocier avec les banquiers étrangers ou le FMI » "South Korea also got special help from Japan under the formal guise of reparations. The fact that the postwar treaty had been a dead letter for many years did not worry either party. The Japanese government was aware that putting up \$3 billion to help Korea service its large foreign debt was going to be in the long term interests of the many Japanese companies with investments and joint ventures in Korea. The results was in subsequence phase of the debt crisis, the Korean government never had to negotiate with foreign bankers or with the IMF." In STRANGE Susan, Rival States, Rival Firms, Competition for World Trade Shares, CSRI, 1991, p. 46.

⁸⁰ KRUEGER, Anne O. 1979. *The Development Role of the Foreign Sector and Aid*, Council on East Asian Studies Harvard University, Cambridge, Massachusetts and London, England, 256 p.

ont participé à des manifestations⁸¹. L'importance du mouvement dans les universités⁸² est reflétée par le fait que ce sont les étudiants qui constituent la grande majorité des prisonniers politiques (800 étudiants sur 1 300 détenus politiques).

Dans les usines, les ouvriers reprennent le combat à partir de 1985. Pour la première fois, une grève importante éclate dans un *chaebol*, l'entreprise Daewoo Motors. Elle est couronnée de succès et un nouveau syndicat indépendant est créé.

Le 12 février 1986, une campagne de pétition est lancée à Séoul par le Nouveau Parti démocratique de Corée (NKDP) pour changer la Constitution (l'objectif est de permettre l'élection par suffrage direct du président et non par un collège électoral). Dans les mois suivants, une série de rassemblements mobilisent des dizaines de milliers de personnes dans les grandes villes du pays. Les étudiants participent de manière autonome au mouvement démocratique en mettant en avant des mots d'ordre radicaux tels que '*A bas la dictature militaire*', '*Contre la présence dans le pays des 40.000 soldats US*' et pour une '*Constitution populaire*'.

Le 29 novembre 1986, le régime fait investir la ville de Séoul par 50 000 policiers afin d'empêcher la tenue d'un rassemblement du NKDP. Le régime applique la force de l'État contre l'opposition mais cette politique échoue car une lame de fond traverse toutes les couches de la société pour les revendications démocratiques. Les négociations entre dictature et opposition sur les procédures électorales n'aboutissent pas. Le gouvernement est affaibli par les suites politiques de l'assassinat d'un étudiant dans un commissariat. Dans cette situation, toutes les forces d'opposition, dont la nouvelle coalition issue d'une scission du NKDP, appellent à une manifestation le 10 juin 1987. La veille, la police a interpellé 3 000 personnes, mis en résidence surveillée 140 dirigeants de l'opposition, déployé des dizaines de milliers de policiers. Rien n'y fait : le 10 juin et les jours suivants, la protestation s'étend à tout le pays, des affrontements massifs atteignent un tel niveau que le régime commence à reculer : les élections présidentielles directes sont acquises⁸³. Cette fois-ci, Washington a fini par mettre la pression sur la dictature pour qu'elle lâche du lest.

Du côté des usines, le mouvement ne se limite pas à la perspective des urnes.

Les travailleurs sud-coréens s'engouffrent dans la brèche ouverte par la victoire du mouvement de masse de juin 1987 dont le fer de lance fut constitué par les étudiants.

L'été 1987 voit la Corée du Sud secouée par une vague de grèves sans précédent. Entre le 17 juillet et le 25 août, on dénombre 1 064 conflits du travail⁸⁴ alors que la moyenne annuelle des dix années précédentes s'établissait à 200 conflits⁸⁵. Tous les secteurs de l'économie sont touchés, y compris les *chaebols* (24 000 ouvriers des chantiers navals de Hyundai, 15 000 mineurs de charbon, etc.). Les luttes sont marquées par une forte combativité : occupation des entreprises et même des locaux de direction, blocage des voies ferrées et occupation des gares, refus de la tactique du lock-out patronal... Les conflits aboutissent à des augmentations de salaire significatives et la reconnaissance de syndicats indépendants et démocratiques.

En 1988, on compte déjà 2 799 syndicats démocratiques. En 1989, on dépasse les 7 000. En janvier 1990 est fondé le Congrès des syndicats coréens, qui devient quelques années plus tard la Confédération des syndicats coréens (KCTU). Pourtant, jusque dans les années 2000, la création d'une confédération syndicale est un acte illégal.

Sur le plan politique, en 1988, des élections au suffrage universel sont organisées pour la première fois en Corée. Mais l'opposition est divisée et présente trois candidats différents, « les trois Kim » : Kim Youngsam, Kim Daejung et Kim Jongpil. Le général Roh Taewoo, candidat soutenu par le président sortant et qui était à ses côtés lors du putsch de 1979 et lors du massacre de Kwangju en mai 1980, est élu.

Seizième constat : Pressé de toutes parts par des mouvements de contestation, dans un contexte de montée en puissance d'une classe ouvrière jeune et combative, la dictature lâche du lest face à l'opposition et organise les premières élections libres. Washington a fini par mettre la pression. Face à la division de

⁸¹ Chiffres annoncés par Kang Min Chang, chef de la police nationale. Cité dans *Korea Communiqué Bulletin*, numéro spécial juillet 1986.

⁸² Prise d'assaut du campus de Konkuk, le 31 octobre 1986 par exemple.

⁸³ David Cameron, « La classe ouvrière prend la relève » in *Inprecor* n° 248, 7 septembre 1987, Paris, pp 4-5

⁸⁴ Chiffres du ministère du Travail cités dans *International Herald Tribune*, 26 août 1987

⁸⁵ « De juillet à septembre 1987, le nombre de grèves atteindra 3.372 », Hermann Dirkes, « Le nouveau mouvement syndical » in *Inprecor* n° 281, 6 février 1989.

l'opposition, le candidat de la dictature remporte les élections mais les luttes se développent dans les usines.

Le tournant des années 1990

Des années 1980 à la moitié des années 1990, la Corée accumule les succès en terme de conquêtes de position dans la production industrielle : de la construction de bulldozers au matériel informatique en passant par les chantiers navals (elle devient dans les années 1980 le deuxième constructeur mondial de navires, devancé seulement par le Japon). La Corée réussit à concurrencer les transnationales des États-Unis et d'Europe dans plusieurs domaines.

Pendant la même période, la Chine est devenue un partenaire de Washington, elle a arrêté depuis longtemps son soutien aux mouvements qui, dans différents pays, menaçaient la stabilité des alliés des États-Unis et est entrée à la Banque mondiale en 1980. De son côté, Moscou sous Gorbatchev a passé des accords géostratégiques à la fin des années 1980 avec Washington, le mur de Berlin est renversé en 1989 et l'URSS implose en 1991. La guerre froide prend fin.

La situation politico-militaire internationale héritée de la seconde guerre mondiale, de la victoire de la révolution chinoise de 1949 et de la guerre de Corée de 1950-1953 a fondamentalement changé. Washington considère qu'il vaut mieux dorénavant ne pas s'entêter à soutenir des dictatures affirmées confrontées à de puissants mouvements d'opposition et à la fronde sociale. Face à des mobilisations qui sont prêtes à aller jusqu'au bout, il vaut mieux lâcher du lest (comme en juin 1987) et sauver l'essentiel : des rapports privilégiés avec le régime qui remplace la dictature. De plus, il est plus efficace d'avoir un gouvernement démocratique pour appliquer l'agenda néolibéral car cela évite d'affronter une jonction entre opposition démocratique et mouvement social opposé au néolibéralisme.

En 1992, à la suite d'une fusion entre le parti au pouvoir et de deux partis de l'opposition, Kim Youngsam, l'ancien opposant modéré, est élu avec le soutien de Roh Taewoo. Kim Youngsam est le premier président civil depuis 32 ans, mais il dépend du soutien des militaires et se range résolument du côté de Washington⁸⁶. Enfin, son agenda est clairement néolibéral.

La Corée occupe toujours une place militaire stratégique mais le gouvernement des États-Unis, qui maintient dans le pays 37 000 soldats, ne considère plus nécessaire de laisser autant de marge de manœuvre à l'appétit économique de la Corée du Sud. Il faut ramener ses prétentions à une dimension modeste. Washington met la pression sur la Corée et utilise différents instruments parmi lesquels des protections tarifaires aux États-Unis contre les produits coréens. Washington demande à la Corée de suivre les recommandations de la Banque mondiale et du FMI et obtient partiellement gain de cause. En témoigne, le rapport de la mission envoyée en Corée par le FMI en novembre 1996 et le procès-verbal qui en résulte à la suite d'un débat entre dirigeants du FMI. En voici des extraits.

1) De la suppression des barrières douanières ou d'autres formes de limites aux importations : « *Depuis 1994, les autorités ont progressivement démantelé les obstacles à l'importation et réduit les droits de douane conformément à l'accord de l'Uruguay Round*⁸⁷. *L'octroi de licences d'importation est désormais automatique sauf pour un petit nombre de produits risquant de menacer la santé ou la sécurité publique* »⁸⁸.

2) De la privatisation : « *Au cours des dix dernières années, les autorités ont partiellement appliqué deux programmes de privatisation des entreprises publiques. Le programme mis en place en décembre 1993*

⁸⁶ En octobre 1995 éclate en Corée le plus gros scandale que ce pays a connu depuis la fin de la guerre, il éclabousse trois présidents successifs. Sur l'accusation d'un parlementaire de l'opposition, l'ancien président de la République Roh Taewoo (1987-1993) est arrêté pour avoir reçu 369 millions de dollars en pots-de-vin. Son prédécesseur Chun Doowhan (1980-1987) connaît le même sort. Kim Youngsam se trouve dans une situation embarrassante : il a en effet été élu grâce au soutien de Roh Taewoo. Il a reconnu avoir touché de l'argent lors de sa campagne électorale. Le monde industriel n'est pas en reste: la plupart des *chaebols* sont mouillés d'une manière ou d'une autre par ce scandale.

⁸⁷ Le dernier cycle de négociation du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) est appelé Uruguay Round. Il a donné lieu notamment à la mise en place de l'OMC qui a remplacé le GATT à partir de 1995. Le GATT avait été créé en 1948 après le sabordage de l'Organisation Internationale du Commerce (créée sur papier en 1947 lors de la conférence de La Havane) par les États-Unis.

⁸⁸ FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL. 1997. *Rapport annuel 1997*, Washington DC, p. 60.

prévoyait, pendant la période 1994-1998, la privatisation de 58 des 133 entreprises publiques. Au milieu de 1996, 16 entreprises avaient été privatisées »⁸⁹.

3) De la libéralisation des mouvements de capitaux : « Les administrateurs du FMI se sont aussi félicités de la libéralisation récente des mouvements de capitaux. Bien que quelques administrateurs aient souscrit à la démarche progressive en ce domaine, un certain nombre d'autres estiment qu'une libéralisation rapide et intégrale offre de nombreux avantages au stade de développement économique où se trouve la Corée ».

Dix-septième constat : Washington a progressivement modifié sa politique à l'égard des dictatures alliées à partir de la deuxième moitié des années 1980 dans un contexte de fin de guerre froide. Ce tournant a été appliqué au Brésil dans la deuxième moitié des années 1980, aux Philippines en 1986, en Corée du Sud en 1987, il sera également appliqué au cours de la décennie suivante en Afrique du Sud en 1994, progressivement au Chili, en Indonésie en 1998. Du point de vue des États-Unis, le bilan est positif, les intérêts essentiels ont été sauvegardés. En effet, que serait-il arrivé si Washington s'était entêté à soutenir jusqu'au bout toutes les dictatures alliées secouées par des mouvements de masse ? Ce tournant de Washington n'est pas général. A l'égard des pays arabes, Washington maintient son appui aux dictatures à commencer par l'Arabie saoudite.

La crise économique asiatique de 1997 et ses suites

Entre 1990 et 1996, par leurs luttes, les travailleurs sud-coréens ont obtenu une augmentation de 66% de leur salaire réel⁹⁰. Impressionnant. L'agenda néolibéral rencontre en Corée du Sud, comme ailleurs, une résistance des ouvriers. Le 26 décembre 1996 éclate la première grève générale qu'ait connue le pays depuis 1948. Les travailleurs s'opposent à une réforme du code du travail visant à faciliter les licenciements. Après 24 jours de grève, ils obtiennent un succès. La réforme du code du travail est reportée. La KCTU sort renforcée du conflit.

Les succès importants des travailleurs sont remis en cause à la faveur de la crise qui éclate en 1997. Le patronat prend sa revanche.

De plus, ce que les États-Unis et les autres puissances industrielles ont obtenu par la négociation jusqu'en 1996 est approfondi par la crise de 1997 provoquée par une vague spéculative d'attaques contre les monnaies du Sud Est asiatique et de la Corée. Cette spéculation est facilitée par les mesures de libéralisation des mouvements de capitaux mentionnées plus haut. Arrivant des pays du Sud-Est asiatique (la Thaïlande est la première à avoir été touchée en juillet 1997), la crise frappe brutalement la Corée du Sud à partir de novembre 1997. Entre novembre 1997 et le 8 janvier 1998, la monnaie coréenne, le won, se déprécie de 96,5% par rapport au dollar américain. En décembre 1997, le gouvernement de Séoul se soumet aux conditions imposées par le FMI (tandis que la Malaisie s'y refuse)⁹¹.

Un véritable réaménagement structurel est mis en œuvre : fermeture de nombreux établissements financiers, licenciements massifs, autonomisation de la banque centrale par rapport au gouvernement, augmentation brutale des taux d'intérêt (ce qui plonge l'industrie locale et les travailleurs dans la récession), abandon de grands projets d'investissements, démantèlement de certains grands conglomérats coréens (les *chaebols*), ventes de certaines entreprises aux transnationales des pays les plus industrialisés. La modification du code du travail coréen qui avait été reportée suite à la grève générale de janvier 1996 est adoptée. Elle permet de recourir à des licenciements massifs. La cure néolibérale imposée à la Corée est radicale. Le pays est plongé dans une récession profonde (chute de 7% du PIB en 1998).

Les prêts accordés par le FMI, la Banque mondiale et les banques privées comprennent tous une prime de risque. Ces institutions engrangent donc de plantureux revenus lors des remboursements. Les dizaines de milliards de dollars prêtés à la Corée ont été immédiatement utilisés pour rembourser les banques. Tous les participants au « plan de sauvetage » sont remboursés grâce aux revenus d'exportations et aux coupes claires dans les dépenses publiques. Une partie croissante des recettes fiscales sert à payer la dette extérieure. La dette publique de la Corée croît de manière spectaculaire à cause de la prise en charge par

⁸⁹ Idem. p. 61.

⁹⁰ CNUCED, 2000c, p 65-66 cité par Eric Toussaint. 2004. La Finance contre les Peuples. Chapitre 17, p. 477.

⁹¹ J'ai analysé la crise asiatique de 1997-1998 en détail dans Eric Toussaint. 2004. La Finance contre les Peuples. Chapitre 17, « Tempête en Asie : les tigres domptés reprennent-ils du poil de la bête ? » p. 461 – 479.

l'État des dettes des entreprises privées. La dette publique qui représentait 12% du Produit intérieur brut avant la crise a quasi doublé en pourcentage, passant à 22,2% fin 1999.

L'augmentation de la dette publique sert de prétexte pour mener de nouvelles coupes claires dans les dépenses sociales et pour pousser plus loin le programme des privatisations et d'ouverture au capital étranger.

Les mesures imposées visent également à imposer une défaite aux travailleurs coréens dont les organisations s'étaient renforcées dans les années antérieures. Le salaire réel du travailleur coréen a baissé de 4,9% en 1998 suite à la crise.

Les mesures d'ouverture commerciale renforcée touchent également de plein fouet les paysans sud-coréens qui multiplient les résistances dans le pays et entreprennent d'envoyer régulièrement des délégations de manifestants à l'étranger lors des sommets de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : Cancun en septembre 2003, Hong-Kong en décembre 2005.

Pour la Banque mondiale, la Corée est aujourd'hui un pays développé. Mais tant de luttes restent encore à mener.

Au moment où ces lignes sont écrites, début mars 2006, la KCTU, forte de 800 000 adhérents, dirige une grève générale qui demande l'abrogation d'une loi renforçant la précarisation des travailleurs à temps partiel⁹².

Partie 4. Conclusions générales

L'agenda caché du consensus de Washington

Depuis le démarrage des activités de la Banque mondiale et du FMI, un mécanisme à la fois simple à comprendre et complexe à instaurer a permis de soumettre les principales décisions de la Banque mondiale et du FMI aux orientations du gouvernement des États-Unis. Quelquefois, certains gouvernements européens (Grande-Bretagne, France, Allemagne en particulier) et celui du Japon ont eu voix au chapitre mais les cas sont rares. Des frictions naissent parfois entre la Maison Blanche et la direction de la Banque mondiale et du FMI, mais une analyse rigoureuse de l'histoire depuis la fin de la seconde guerre mondiale montre que jusqu'ici, c'est bel et bien le gouvernement des États-Unis qui a toujours eu le dernier mot dans les domaines qui l'intéressaient directement.

Fondamentalement, l'agenda caché du Consensus de Washington, c'est une politique visant à la fois à garantir le maintien du *leadership* des États-Unis à l'échelle mondiale et à débarrasser le capitalisme des limites qui lui avaient été imposées dans l'après seconde guerre mondiale. Ces limites étaient le résultat combiné de puissantes mobilisations sociales tant au Sud qu'au Nord, d'un début d'émancipation de certains peuples colonisés et de tentatives de sortie du capitalisme. Le Consensus de Washington, c'est aussi l'intensification du modèle productiviste.

Au cours des dernières décennies, dans le cadre du Consensus de Washington, la Banque mondiale et le FMI ont renforcé leurs moyens de pression sur un grand nombre de pays en profitant de la situation créée par la crise de la dette. La Banque mondiale a développé ses filiales (Société financière internationale - SFI, Agence multilatérale de garantie des investissements - AMGI, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements - CIRDI) de manière à tisser une toile dont les mailles sont de plus en plus serrées.

Par exemple, la Banque mondiale octroie un prêt à condition que le système de distribution et d'assainissement de l'eau soit privatisé. En conséquence, l'entreprise publique est vendue à un consortium privé dans lequel on retrouve comme par hasard la SFI, filiale de la Banque mondiale.

Quand la population affectée par la privatisation se révolte contre l'augmentation brutale des tarifs et la baisse de la qualité des services et que les autorités publiques se retournent contre l'entreprise transnationale prédatrice, la gestion du litige est confiée au CIRDI, à la fois juge et partie.

On en arrive à une situation où le Groupe Banque mondiale est présent à tous les niveaux : 1) imposition et financement de la privatisation (Banque mondiale) ; 2) investissement dans l'entreprise privatisée (SFI) ; 3) garantie de cette entreprise (AMGI) ; 4) jugement en cas de litige (CIRDI).

C'est précisément ce qui s'est passé à El Alto, en Bolivie, en 2004-2005.

La collaboration entre la Banque mondiale et le FMI est aussi fondamentale afin d'exercer la pression maximale sur les pouvoirs publics. Et pour parfaire la mise sous tutelle de la sphère publique et des

⁹² Pour des infos sur l'action de la KCTU et les luttes sociales en général, voir : www.kctu.org

autorités, pour pousser plus avant la généralisation du modèle, la collaboration du duo Banque mondiale/FMI s'étend à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis sa naissance en 1995. Cette collaboration de plus en plus étroite entre la Banque, le FMI et l'OMC fait partie de l'agenda du Consensus de Washington.

Une différence fondamentale sépare l'agenda proclamé du Consensus de Washington de sa version cachée.

L'agenda proclamé vise à réduire la pauvreté par la croissance, le libre jeu des forces du marché, le libre échange et l'intervention la plus légère possible des pouvoirs publics.

L'agenda caché, celui qui est appliqué en réalité, vise la soumission des sphères publique et privée de toutes les sociétés humaines à la logique de la recherche du profit maximum dans le cadre du capitalisme. La mise en pratique de cet agenda caché implique la reproduction de la pauvreté (non sa réduction) et l'augmentation des inégalités. Elle implique une stagnation voire une dégradation des conditions de vie d'une grande majorité de la population mondiale, combinée à une concentration de plus en plus forte de la richesse. Elle implique également une poursuite de la dégradation des équilibres écologiques qui met en danger l'avenir même de l'humanité.

Un des nombreux paradoxes de l'agenda caché, c'est qu'au nom de la fin de la dictature de l'État et de la libération des forces du marché, les gouvernements alliés aux transnationales utilisent l'action *coercitive* d'institutions *publiques* multilatérales (Banque mondiale-FMI-OMC) pour imposer leur modèle aux peuples.

La rupture comme issue

C'est pour ces raisons qu'il faut rompre radicalement avec le Consensus de Washington, avec le modèle appliqué par la Banque mondiale.

Le Consensus de Washington ne doit pas être compris comme un mécanisme de pouvoir et un projet qui se limitent au gouvernement de Washington flanqué de son trio infernal. La Commission européenne, la plupart des gouvernements européens, le gouvernement japonais adhèrent au Consensus de Washington et l'ont traduit dans leurs propres langues, projets constitutionnels et programmes politiques.

La rupture avec le Consensus de Washington, si elle se limite à la fin du *leadership* des États-Unis relayé par le trio Banque mondiale - FMI - OMC, ne constitue pas une alternative car les autres grandes puissances sont prêtes à prendre le relais des États-Unis pour poursuivre des objectifs assez semblables. Imaginons un moment que l'Union européenne supplante les États-Unis au niveau du *leadership* mondial, cela n'améliorera pas fondamentalement la situation des peuples de la planète car cela constitue juste le remplacement d'un bloc capitaliste du Nord (un des pôles de la Triade) par un autre. Imaginons une autre possibilité : la formation d'un bloc Chine - Brésil - Inde - Afrique du Sud - Russie qui supplanterait les pays de la Triade. Si ce bloc est mû par la logique actuelle des gouvernements en place et par le système économique qui les régit, il n'y aura pas non plus de véritable amélioration.

Il faut remplacer le consensus de Washington par un consensus des peuples fondé sur le rejet du capitalisme.

Il faut mettre radicalement en cause le concept de développement étroitement lié au modèle productiviste. Ce modèle de développement exclut la protection des cultures et de leur diversité ; il épuise les ressources naturelles et dégrade de manière irrémédiable l'environnement. Ce modèle considère la promotion des droits humains au mieux comme un objectif à atteindre à long terme (or, à long terme, nous serons tous morts); le plus souvent, la promotion des droits humains est perçue comme un obstacle à la croissance ; le modèle considère l'égalité comme un obstacle, voire un danger.

Briser la spirale infernale de l'endettement

L'amélioration des conditions de vie des peuples par l'endettement public est un échec. La Banque mondiale prétend que pour se développer, les pays en développement⁹³ doivent recourir à l'endettement extérieur et attirer des investissements étrangers. Cet endettement sert principalement à acheter des équipements et des biens de consommation aux pays les plus industrialisés. Les faits démontrent jour après jour, depuis des décennies, que cela ne conduit pas au développement.

⁹³ Le vocabulaire pour désigner les pays auxquels la Banque mondiale destinait ses prêts de développement a évolué au fil des années : au départ on a employé le terme « régions arriérées », puis on est passé à « pays sous-développés » pour arriver au terme « pays en développement » dont certains sont appelés « pays émergents ».

Selon la théorie économique dominante, le développement du Sud est retardé à cause d'une insuffisance de capitaux domestiques (insuffisance de l'épargne locale). Toujours selon la théorie économique dominante, les pays qui souhaitent entreprendre ou accélérer leur développement doivent faire appel aux capitaux extérieurs en utilisant trois voies : *primo*, s'endetter à l'extérieur ; *secundo*, attirer les investissements étrangers ; *tertio*, augmenter les exportations pour se procurer les devises nécessaires à l'achat de biens étrangers permettant de poursuivre leur croissance. Pour les pays les plus pauvres, il s'agit aussi d'attirer des dons en se comportant en bons élèves des pays développés.

La réalité contredit cette théorie : ce sont les pays en développement qui fournissent des capitaux aux pays les plus industrialisés, à l'économie des États-Unis en particulier. La Banque mondiale ne dit pas autre chose : « *Les pays en développement pris ensemble sont des prêteurs nets à l'égard des pays développés* »⁹⁴. En 2004-2005, la combinaison de taux d'intérêt assez bas, des primes de risque à la baisse et des prix des matières premières à la hausse a produit une très forte augmentation des réserves de change des pays en développement (PED). Entre 2000 et avril 2006, les réserves de change de l'ensemble des PED (parmi lesquels figurent les pays de l'ex-bloc soviétique) ont été multipliées presque par 3 (passant de 973 à 2679 milliards de dollars). La Banque mondiale reconnaît elle-même que les PED sont des prêteurs nets à l'égard des pays les plus industrialisés. Dans le rapport annuel de 2003 de la Banque mondiale intitulé *Global Development Finance*, on peut lire « *Les pays en développement pris dans leur ensemble sont prêteurs nets par rapport aux pays développés* »⁹⁵. Dans l'édition de 2005 du *Global Development Finance*, la Banque écrit : « *Les pays en développement sont maintenant exportateurs nets de capitaux vers le reste du monde* » (World Bank, *GDF 2005*, p. 56). Dans le *Global Development Finance 2006*, elle revient sur le sujet : « *Les PED exportent des capitaux vers le reste du monde, en particulier vers les États-Unis* »⁹⁶ (World Bank, *GDF 2006*, p. 139). Les PED n'ont jamais connu une telle situation : ils disposent d'une somme équivalente à plus du double des réserves de change des pays les plus industrialisés. Une somme jamais atteinte auparavant. Une somme supérieure au total de la dette extérieure publique de l'ensemble de PED ! Si on y ajoute les capitaux que les capitalistes des PED ont déposés en liquide dans les banques des pays les plus industrialisés et qui s'élèvent à près de 1.500 milliards de dollars, on peut affirmer que les PED ne sont pas les débiteurs, mais bel et bien les vrais créanciers.

Si les PED mettaient en place leur propre banque de développement et leur propre fonds monétaire international, ils seraient parfaitement en mesure de se passer de la Banque mondiale, du FMI et des institutions financières privées des pays les plus industrialisés.

Il n'est pas vrai que les PED doivent recourir à l'endettement pour financer leur développement. De nos jours, le recours à l'emprunt sert essentiellement à assurer la poursuite des remboursements. Malgré l'existence d'importantes réserves de change, les gouvernements et les classes dominantes locales du Sud n'augmentent pas l'investissement et les dépenses sociales. Une exception dans le monde capitaliste : le gouvernement du Venezuela qui mène une politique de redistribution des revenus du pétrole au bénéfice des plus exploités et qui en faisant cela rencontre l'opposition radicale des classes dominantes locales et des États-Unis. Pour combien de temps ?

Jamais auparavant, la situation n'a été aussi favorable aux pays périphériques d'un point de vue financier. Et pourtant, personne ne parle d'un changement des règles du jeu. C'est que les gouvernements de Chine, de Russie et des principaux PED (Inde, Brésil, Nigeria, Indonésie, Thaïlande, Corée du Sud, Mexique, Algérie, Afrique du Sud...) n'expriment aucune intention de changer dans la pratique la situation mondiale au bénéfice des peuples.

Et pourtant, sur le plan politique, s'ils le voulaient, les gouvernements des principaux PED pourraient constituer un puissant mouvement capable d'imposer des réformes démocratiques fondamentales de tout

⁹⁴ « *Developping countries, in aggregate, were net lenders to developed countries.* » (World Bank, *Global Development Finance 2003*, p. 13). Dans l'édition 2005 du *Global Development Finance*, p. 56, la Banque écrit : « *Les pays en développement sont maintenant exportateurs de capitaux vers le reste du monde.* » (« *Developping countries are now capital exporters to the rest of the world.* » World Bank, *GDF 2005*, p. 56).

⁹⁵ « *Developping countries, in aggregate, were net lenders to developed countries* », World Bank. *Global Development Finance 2003*, p. 13.

⁹⁶ « *developing countries export capital to the rest of the world, particularly the United States* »

le système multilatéral. Ils pourraient adopter une politique radicale : répudier la dette et appliquer un ensemble de politiques rompant avec le néolibéralisme. Le contexte international leur est favorable car la principale puissance mondiale est embourbée dans la guerre en Iraq, dans l'occupation de l'Afghanistan ; elle est confrontée à de très fortes résistances en Amérique latine débouchant sur des échecs cuisants (Venezuela, Cuba, Equateur, Bolivie...) ou sur une impasse (Colombie).

Je suis persuadé que cela ne se matérialisera pas : le scénario radical ne sera pas mis en œuvre à court terme. L'écrasante majorité des dirigeants actuels des PED sont totalement englués dans le modèle néolibéral. Dans la plupart des cas, ils sont tout à fait attachés aux intérêts des classes dominantes locales qui n'ont aucune perspective d'éloignement réel (sans même parler de rupture) par rapport aux politiques suivies par les grandes puissances industrielles. Les capitalistes du Sud se cantonnent dans un comportement de rentier et quand ce n'est pas le cas, ils cherchent tout au plus à gagner des parts de marché. C'est le cas des capitalistes brésiliens, sud-coréens, chinois, russes, sud-africains, indiens... qui demandent à leurs gouvernements d'obtenir des pays les plus industrialisés telle ou telle concession dans le cadre des négociations commerciales bilatérales ou multilatérales. De plus, les concurrences et les conflits entre gouvernements des PED, entre capitalistes du Sud, sont réels et peuvent s'exacerber. L'agressivité commerciale des capitalistes de Chine, de Russie, du Brésil à l'égard de leurs concurrents du Sud provoque des divisions tenaces. Généralement, ils s'entendent (entre eux et entre le Sud et le Nord) pour imposer aux travailleurs de leur pays une détérioration des conditions de travail sous prétexte d'augmenter au maximum leur compétitivité.

Mais tôt ou tard, les peuples se libéreront de l'esclavage de la dette et de l'oppression exercée par les classes dominantes au Nord et au Sud. Ils obtiendront par leur lutte la mise en place de politiques qui redistribuent les richesses et qui mettent fin au modèle productiviste destructeur de la nature. Les pouvoirs publics seront alors contraints de donner la priorité absolue à la satisfaction des droits humains fondamentaux.

Pour cela, une démarche alternative est requise : il faut sortir du cycle infernal de l'endettement sans tomber dans une politique de charité qui vise à perpétuer un système mondial dominé entièrement par le capital et par quelques grandes puissances et les sociétés transnationales. Il s'agit de mettre en place un système international de redistribution des revenus et des richesses afin de réparer le pillage multiséculaire auquel les peuples dominés de la périphérie ont été et sont encore soumis. Ces réparations sous forme de dons ne donnent aucun droit d'immixtion des pays les plus industrialisés dans les affaires des peuples dédommagés. Au Sud, il s'agit d'inventer des mécanismes de décision sur la destination des fonds et de contrôle sur leur utilisation aux mains des populations concernées et des autorités publiques concernées. Cela ouvre un vaste champ de réflexion et d'expérimentation.

Par ailleurs, il faut abolir la Banque mondiale et le FMI pour les remplacer par d'autres institutions mondiales caractérisées par un fonctionnement démocratique. La nouvelle Banque mondiale et le nouveau Fonds monétaire international, quelle que soit leur nouvelle appellation, doivent avoir des missions radicalement différentes de leurs prédécesseurs, elles doivent garantir la satisfaction des traités internationaux sur les droits humains (politiques, civils, sociaux, économiques et culturels) dans le domaine du crédit international et des relations monétaires internationales. Ces nouvelles institutions mondiales doivent faire partie d'un système institutionnel mondial chapeauté par une Organisation des Nations unies radicalement réformée. Il est essentiel et prioritaire que les pays en développement s'associent pour constituer le plus tôt possible des entités régionales dotées d'une Banque commune et d'un Fonds monétaire commun. Lors de la crise du Sud-est asiatique et de la Corée de 1997-1998, la constitution d'un Fonds monétaire asiatique avait été envisagée par les pays concernés. La discussion avait été avortée par l'intervention de Washington. Le manque de volonté des gouvernements avait fait le reste. Dans la région Amérique latine et Caraïbe, sous l'impulsion des autorités vénézuéliennes, le débat a commencé en 2005-2006 sur la possibilité de construire une Banque du Sud. Affaire à suivre.

Une chose doit être claire : si l'on recherche l'émancipation des peuples et la pleine satisfaction des droits humains, les nouvelles institutions financières et monétaires tant régionales que mondiales doivent être au service d'un projet de société en rupture avec le capitalisme et le néolibéralisme.